

Sedos

Bulletin

2001

Vol. 33, No. 12 - December

Éditorial

310

Les Chrétiens d'Afrique dans la Tourmente
de la Mondialisation

Fr Emmanuel Ntakarutimana, o.p.

311

Christianity and other religions:
from confrontation to encounter

Jacques Dupuis, SJ

320

La Pandémie di SIDA.
Une Catastrophe si discrète.
Que pouvons-nous faire? Quelques suggestions.

Bernard Joinet, M.Afr.

326

SEDOS Annual Report — 2001

Bernard East, o.p.

331

Subject and Author Index

337

Coming Events

340

Sedos - Via dei Verbiti, 1 - 00154 ROMA - TEL.: (+39)065741350 / FAX: (+39)065755787

SEDOS e-mail address: sedos@pcn.net - SEDOS Homepage: <http://www.sedos.org>

Servizio di Documentazione e Studi - Documentation and Research Centre

Centre de Documentation et de Recherche - Servicio de Documentación e Investigación

Éditorial

Beaucoup de changements travaillent l'Afrique en profondeur, parmi lesquels le phénomène de la mondialisation. Emmanuel Ntakarutimana, o.p., dans *Les Chrétiens d'Afrique dans la tourmente de la mondialisation*, prend pour point de départ les effets économiques de cette réalité et examine le rôle des "minorités clés". Évoquant le poids des commerces de guerre et du service de la dette, l'auteur nous présente les dirigeants de la "nouvelle génération" et le rôle que doivent jouer les Églises.

Rappelant les attentats du 11 septembre dernier, Jacques Dupuis, s.j., dans son article *Christianity and Other Religions: From Confrontation to Encounter*, affirme l'importance d'une théologie des religions ouverte et constructive et se demande quel type d'évaluation des autres religions nous devons entretenir et promouvoir. Il s'interroge sur ce que doivent être le dialogue et la conversion mutuelle et le rôle des traditions religieuses dans le plan éternel de Dieu pour l'humanité, de même que sur la signification unique de l'événement Jésus-Christ par rapport au salut.

Bernard Joinet, M.Afr., dans son article sur la pandémie du SIDA en Afrique, brosse un tableau alarmant de la situation et s'interroge sur le rôle que peuvent tenir les missionnaires. Il formule des propositions pastorales.

En conclusion de ce dernier numéro de l'année 2001, vous trouverez le rapport annuel du directeur exécutif de SEDOS.

À chacun et chacune un très Joyeux Noël et une Heureuse Année 2002!

Bonne Lecture!

Bernard East, o.p.
Directeur exécutif de SEDOS



Books received at SEDOS

- Daneel, Marthinus L., *African Earth-keepers*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- González, Justo L., *Acts — The Gospel of the Spirit*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Haight, Roger, *Dynamics of Theology*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Irvin, Dale T., / Sunquist, Scott W., *History of the World Christian Movement*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Langford, Jeremy, *God moments*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Nelson-Pallmeyer, Jack, *School of Assassins*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Nolan, Albert, *Jesus before Christianity*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Walters, Kerry, *Rufus Jones — Essential Writings*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.
- Wright, Wendy M., *Sacred Heart*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 2001.

Schreiter, Robert J. (edited by),
Mission in The Third Millennium,
Orbis Books, Maryknoll,
New York, 2001.
Available at SEDOS

*For more on Mission
visit our Home Page
Articles in 4 languages
<http://www.sedos.org>*

*Please note
Our E-Mail address:
sedos@pcn.net*

Directeur exécutif : Bernard East, o.p.
Secrétaire de publication : Ilaria Iadeluca
Abonnements et comptabilité : Margarita Lofthouse

Correctrices des épreuves
Langue anglaise : Philippa Wooldridge
Langue française : Sophie Guichard

FR. Emmanuel Ntakarutimana, OP

Les Chrétiens d'Afrique dans la Tourmente de la Mondialisation

Diverses mutations travaillent l'Afrique en profondeur. Ce qui frappe le plus aujourd'hui est le spectacle d'une Afrique éclatée avec une carte de guerres jamais aussi remplie. C'est dans ce cadre que s'organise la maintenance de christianismes traditionnels pendant que se répandent des mouvements évangéliques appuyés principalement par des soutiens américains. Selon ces mouvements, le monde, et l'Afrique en particulier, sont à la dérive. Il faut lire la Bible "à la lettre" et prêcher un attachement absolu à la Bible. Ce christianisme n'exclut pas seulement tout sens théologique critique, il inhibe aussi toute réflexion socio-politique. Mais il n'y a pas que ça.

Les Églises chrétiennes africaines dites indépendantes ainsi que les sectes chrétiennes africaines et non africaines ont un impact de plus en plus croissant sur les populations. À ces groupements s'ajoutent les mouvements mariaux et charismatiques qui fleurissent et tiennent des paroles souvent enflammées, des discours et des conceptions parfois en marge de la ligne officielle. Des intellectuels de plus en plus nombreux, des hommes et des femmes d'affaires y retrouvent une quête du religieux et la dimension spirituelle de leur vie souvent antérieurement marquée par des dérives de divers ordres. Dans une société africaine en crise, on observe peu de stabilité au niveau des fondements. Le recours aux syncrétismes frappe tout observateur attentif. Plusieurs groupes retrouvent la dimension symbolique de façon passionnée avec usage d'eau bénite, du rosaire et d'autres media du sacré. Leur ambiance fait état d'un sens très vif du chef spirituel, du "leader" dans la communauté des "élus" et du miracle.

Des mouvements politico-mystiques du genre "Francs-maçons", "La Rose-croix", "Mahikari", "Hommes et Femmes d'affaires du Plein Évangile" interrogent les milieux socio-politiques aisés sur le sens de leur foi chrétienne traditionnelle et leur influence sur l'évolution du monde avec des incidences certaines, et souvent catastrophiques, sur l'évolution socio-politique de leurs pays.

Dans le même temps, les religions traditionnelles qui avaient fonctionné dans le maquis restent très vivantes dans le contexte actuel de dérive. De plus, l'influence de l'Islam subvertit certaines conceptions traditionnelles liées à des questions fondamentales comme la nature de Dieu, l'approche du salut, l'engagement missionnaire, la loi de l'Islam dans la vie socio-politique, les mariages mixtes, les lieux de culte. Cette influence se fait toujours plus agressive avec des moyens financiers importants, développant des centres culturels, distribuant des bourses d'études et octroyant des facilités commerciales.

Visiblement, des changements profonds travaillent l'Afrique en la sollicitant dans divers sens. Les éléments économiques, politiques, sociaux, religieux et symboliques, dimensions fondamentalement intégrantes de la constellation culturelle, connaissent une réarticulation sans précédent. Un jeu sur un quelconque élément entraîne inévitablement des réarticulations de l'ensemble. Dans cette situation d'éclatement, la réflexion la plus urgente nous semble néanmoins être celle sur la mondialisation qui nous frappe de plein fouet, cela de façon imprévue alors que la crise était parfaitement prévisible. Au-delà des querelles stériles entre inculturation et libération, nous voulons revenir sur cette question redoutable de l'engagement dans la mondialisation pour pressentir les enjeux de la situation actuelle pour les Églises africaines.

1. Partir des effets économiques

Dans son acception actuelle, la globalisation nous arrive comme un mot à l'usage des corporations multinationales en lien avec la société de marché telle que promue ces dernières années aux États-Unis d'Amérique, dans les pays du Marché Commun Européen et au Japon. Dans le nouveau contexte mondial, l'objectif est de travailler à l'accumulation de la richesse pour le pouvoir et d'engager la société dans la logique de la relation comme échange de commodités¹, sans autre régulation que la logique du marché². Les économies locales ou nationales en perdent de plus en plus le pouvoir d'initiative et entrent dans la marginalisation pour ce qui est des centres où les décisions sur l'avenir de l'humanité se prennent. C'est d'ailleurs symptomatique que ce soit en Amérique du Nord que les instituts de formation théologique aient songé les premiers à réfléchir à la globalisation de la formation théologique³.

Ce nouveau paradigme économique se fonde sur la capitalisation du savoir, et principalement du savoir sur le savoir qui permet le traitement de quantités d'informations toujours croissantes en temps toujours réduit. Ces hyper-vitesses développent particulièrement les techniques de l'information, permettant ainsi de travailler de plus en plus en temps réel. Cette préoccupation amène les décideurs de la nouvelle vague à renoncer progressivement à la normativité de la nature physique dans la lourdeur de sa matière pour embrasser l'influx électronique et ce qui la rend toujours plus performante. Tout ceci a des incidences sur la vision de la nature et tout ce qui peut se déployer d'une nature sous la maîtrise et la domination d'un homme émerveillé par sa puissance. L'économie physique dans sa vision classique s'en trouve affectée pour laisser la place à une économie de plus en plus symboli-

que marquée par la capitalisation du savoir informatisé. Les nouveaux maîtres en deviennent les analystes des nouveaux symboles informatiques, ceci ayant de grandes conséquences sur la composition sociale⁴. Comme on peut le sentir, ces nouveaux maîtres naissent d'un nouveau changement mondial après celui induit en Occident par le passage de la noblesse aristocratique à la bourgeoisie en donnant naissance au développement des métiers avant le lancement de l'industrialisation à haute intensité en matière première et en force de travail. Comme à l'époque de la naissance d'une nouvelle culture démocratique et de nouveaux lieux de culture du genre universités, un nouveau monde est en genèse. La question est de savoir s'il faut se laisser aller et comment s'intégrer dans la mutation de façon équilibrée.

Les nouvelles "minorités-clés"⁵ sont des réseaux de techniciens relativement jeunes et hautement spécialisés. Elles veulent fonder leur modernité sur la science et la technique. Elles veulent engager une dérégulation au niveau mondial qui puisse briser les mécanismes des États et des institutions internationales dans leur configuration actuelle afin de leur enlever toute capacité protectionniste et les ouvrir ainsi à la loi de leur marché. Des concertations délocalisées sont ainsi promues avec promotion de "la diplomatie parallèle" qui ne passe plus par les canaux traditionnels des services étatiques. Au niveau macro-structurel, les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International) travaillent à la création de la nouvelle configuration économique mondiale avec une diversité de programmes d'Ajustement Structurel qu'il faut exécuter avec une impassibilité à toute épreuve sans donner aux pays pauvres la possibilité interne de financer les programmes de développement, les condamnant ainsi à survivre en affectant la grande partie de leur territoire et de leurs ressources à l'exportation de produits vivriers et minéraux au prix de quelques devises fortes. C'est même dans ce cadre que l'économie physique s'est retrouvée progressivement délaissée au profit de l'économie de spéculation dont on commence à percevoir les effets sur l'effondrement de l'économie réelle au niveau mondial.

Ces nouvelles "minorités-clés" veulent renouer avec un pouvoir fort. Leurs discours sur "la Démocratie", "la Bonne Gouvernance" et "l'État de droit" ont la mission de déconstruire les États traditionnels, de les engager dans la dérégulation afin de répondre aux critères sus-évoqués et permettre la délocalisation des centres de pouvoirs, l'implantation des terminaux neuronaux des nouvelles entreprises, l'inondation tactique et sans barrières de l'information utile. Les laboratoires de la nouvelle vague sont richement payés pour penser tous ces changements, imaginer les différents scénarios et réajustements des systèmes à moindre coût en temps et en finances. Comme ces changements et les visions qui les inspirent s'accompagnent de désarticulations importantes aux niveaux écologique, psychologique, spirituel, matériel, humain et économique en créant des frustrations et des blessures historiques profondes, lesdits laboratoires ont développé la création de sociétés privées de gardiennage et de sécurité ainsi qu'une panoplie de techniques de "healing process" et de médiation-résolution des conflits afin de dissoudre les révoltes de ceux qui subissent les effets pervers des

politiques actuelles. L'industrie de l'humanitaire s'est développée ces derniers temps avec une technicité dont l'efficacité contraste avec la perte du sens du politique et de l'humain. Les hommes et les femmes de médias deviennent les guerriers de cette nouvelle vague avec toute une armée d'espionnage en technologie. Les marchands d'armes y trouvent leur compte du moment que les sociétés désarticulées constituent des marchés rentables de violences.

La globalisation du marché a des fondements épistémologiques qu'il serait utile de mettre en lumière. Il y a des visions de l'homme, de la vie et de la société qui y sont engagées. C'est certainement à ce niveau des fondements qu'il faudrait réveiller la société.

Malgré la forte médiatisation dont elle fait l'objet, la globalisation a des origines qui remontent loin dans l'histoire. Nous pourrions remonter jusqu'à ses enracinements dans le cogito cartésien. Mais nous n'irons pas jusqu'à faire ce détour. La globalisation a pris de nouveaux accents avec les nouveaux développements technologiques pour le service de l'économie de type capitaliste. C'est dans ce cadre que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et le Conseil de Sécurité ont pris une place de large envergure à l'échelle mondiale. Dans le mouvement de libéralisation des marchés, surtout depuis la fin de la guerre froide, des courants puissants ont conduit à :

- *"L'émergence de firmes multinationales globales intégrant les activités financières, commerciales, industrielles... avec l'accélération des fusions et des concentrations dans beaucoup de secteurs (les télécommunications, l'audiovisuel, l'informatique...)" ;*
- *Un processus de régionalisation à travers la constitution des zones de libre échange, l'organisation de l'économie mondiale autour de trois grands pôles de développement majeur : l'Amérique du Nord, l'Union Européenne et le Japon (la Triade) ;*
- *L'intensification du commerce mondial où les échanges de biens et de marchandises connaissent une croissance supérieure à celle des productions nationales"* ⁶.

Rapportant la vision d'un spécialiste de la mondialisation, le professeur C. Mwabila Malela de l'université de Kinshasa présente ainsi l'option des États-Unis d'Amérique à ce sujet : *"C'est dans l'intérêt économique et politique des États-Unis de veiller à ce que, si le monde évolue vers une langue commune, ce soit l'anglais ; que si le monde évolue vers des télécommunications, une sécurité des normes de qualité communes, elles soient américaines ; que si le monde est relié par la télévision, la radio, la musique, leur programmation soit américaine ; que si des valeurs communes sont en cours de développement, ce soit des valeurs avec lesquelles les Américains soient en accord. (...) La raison de ce monopole est claire : Les Américains (...) ne devaient pas nier le fait que de toutes les nations du monde, la leur est la plus juste, la plus tolérante... et constitue le meilleur modèle pour l'avenir"* ⁷.

C'est dans ce contexte qu'il s'avère important de réfléchir sur la place des grandes entreprises transnationales et le rôle des organisations internationales dans le mouvement de mondialisation et leur impact sur la souveraineté des États

hôtes dans un contexte général de dérégulation et de délocalisation. La place de la pression internationale et de la manipulation de l'opinion publique mondiale ainsi que le phénomène de la nouvelle supranationalité ne peuvent pas ne pas travailler les sociétés jusque dans leurs fondements culturels.

Les conséquences de cette nouvelle orientation du monde sont d'un poids énorme sur la déstructuration de l'Afrique. Il n'est, du reste, pas facile pour les Églises d'entrevoir des alternatives étant donné qu'elles-mêmes vivent une grande extraversion au niveau économique. Évoquons juste quelques aspects nés de cette mutation et influant sur la situation globale actuelle de l'Afrique.

2. Une Afrique sous le poids des commerces de guerre ⁸

En comptant les pays africains qui ont été en guerre civile ces dernières années, ceux qui ont envoyé des troupes dans d'autres pays en guerre et ceux qui, tout en étant en guerre, ont envoyé des troupes dans d'autres pays, nous retrouvons les pays suivants : Algérie, Angola, Burundi, Comores, Congo Brazzaville, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Ouganda, Zimbabwe, soit 24 pays sur les 51 que compte le continent. Ainsi donc, 47% des pays d'Afrique ont été ces dernières années en situation de guerre ouverte avec un nouveau phénomène d'armées sans frontières, d'enfants soldats, de massacres à grande échelle, de purifications ethniques de type génocidaire, de déplacements de populations donnant à l'Afrique plus de la moitié des réfugiés du monde entier.

L'agence missionnaire italienne MISNA⁹ donne une étude typologique des guerres africaines de ces dernières années. Cinq aspects sont à considérer :

- Des conflits entre États que l'on retrouve principalement avant les années 80. Ceux-ci se limitaient à des revendications ou des rectifications de frontières (la Libye contre le Tchad pour le contrôle de la Bande d'Aozou ; le Mali contre le Burkina Faso pour le contrôle de la région de l'Agacher ; le Cameroun contre le Nigeria pour le contrôle de la Péninsule de Bakassi ; le Maroc contre l'Algérie pour le contrôle de la région de Tindouf ; le Maroc contre le Sahara Occidental ; le Mali contre la Haute-Volta pour le contrôle de la frontière au sud de Gao ; le Bénin contre le Niger le long du fleuve commun, l'Égypte contre le Soudan pour le contrôle de la région de Ouadi Halfa et le triangle de Jabel-Bartaziga-Korosko ; la Somalie contre l'Éthiopie pour le contrôle des régions de Hawd et de l'Ogaden ; la Somalie contre le Kenya pour le contrôle de la frontière Nord du Kenya ; le Mozambique contre le Malawi pour le contrôle de la rive Est du lac Chilwa ; le Congo contre le Gabon pour le contrôle de la région aurifère de l'Ogoué, le Cameroun contre le Gabon pour le contrôle de la frontière de Mbini proche de la Guinée Équatoriale ; le Lesotho contre l'Afrique du Sud pour le

contrôle des trois provinces sud-africaines frontalières du Lesotho ; le Soudan contre le Tchad pour le contrôle de leur frontière commune ; le Soudan contre la République Centrafricaine ; le Nigeria contre le Bénin pour le contrôle de la région Yoruba ; la Tanzanie contre le Malawi pour le contrôle de la rive du lac Malawi ; le Malawi contre la Zambie pour le révision du tracé de la frontière commune ; la Zambie contre le Zaïre pour le contrôle de la région de Kaputa ; le Swaziland contre l'Afrique du Sud pour le contrôle des régions de Kangwane et du Kwa-zulu vers l'océan. Ces guerres ne sont pas toutes éteintes. Certaines sont sporadiques comme celle qui prévaut actuellement entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

- Des conflits de nature sécessionniste par lesquels les frontières héritées de la colonisation sont contestées de l'intérieur et provoquent des guerres de sécession. Cela a été le cas au Congo Belge avec le Katanga, au Nigeria avec le Biafra, au Sénégal avec la Casamance, au Mali et au Niger avec les Touaregs, au Comores avec l'île d'Anjouan. Le conflit actuel en République Démocratique du Congo est beaucoup plus complexe mais on y a la population tutsi des provinces orientales qui se rebellent contre le pouvoir de Kinshasa.

- Des conflits internationaux qui se sont aggravés avec la fin de la guerre froide, les processus de démocratisation et la mort des États traditionnels. Ces conflits sont souvent orchestrés par des groupes ethniques qui s'estiment lésés dans leurs droits au nom de leur identité ethnique. C'est le cas des guerres entre hutu et tutsi au Rwanda, au Burundi et dans l'Est de la République Démocratique du Congo. La même situation prévaut au Liberia et en Sierra Leone. Les cas du Congo-Brazzaville et de l'Angola sont complexes avec des facteurs économiques qui mettent aux prises la défense des intérêts pétroliers entre des sociétés françaises et des sociétés anglo-américaines, des facteurs politiques avec la faillite de la décolonisation et de la démocratisation entraînant la constitution de milices autour de leaders de partis politiques, des facteurs régionaux avec la proximité des pays en guerre permettant aux factions combattantes de nouer des alliances avec d'autres groupes armés, des facteurs personnels difficiles à mettre en lumière avec des conflits interpersonnels transposés sur la scène publique de la vie des citoyens comme les rivalités entre Sassou Nguesso et Pascal Lissouba au Congo, ou entre Edoardo do Santos et Jonas Savimbi en Angola.

- Une nouvelle régionalisation des crises et des conflits avec une plus grande déstabilisation régionale. Cela crée de plus vastes zones de guerre avec un nombre important de pays engagés, chacun avec ses alliés et ses stratégies. Ces alliances jouent aussi avec telle ou telle puissance occidentale, telle ou telle compagnie multinationale impliquée dans le commerce du pétrole, du diamant, de l'or, ou d'autres métaux précieux ou stratégiques. Aujourd'hui, aucun conflit ne se limite plus aux frontières nationales. La tendance à la régionalisation s'accroît grandement avec un élargissement des effectifs des combattants. Cela entraîne aussi la recherche de solutions régionales comme ce qui se fait avec la force ouest-africaine

de maintien de la paix "Ecomog" en Sierra Leone ou en Guinée Bissau.

Les analyses deviennent chaque jour plus complexes car une simple explosion se complique vite avec le mélange des différents facteurs. Un conflit qui démarre par exemple avec des motifs politiques de contestation des résultats des élections dégénère vite en conflit ethnique avec des incidences économiques...

Un autre facteur est digne d'attention. Aujourd'hui, l'Afrique offre toutes les chances d'un marché intéressant pour les armes¹⁰.

Pour ce qui est des investissements à grands contrats qui pourraient soutenir le développement des pays, une analyse de l'hebdomadaire "Jeune Afrique"¹¹ présente le Botswana et la Tunisie comme les seuls pays "bons". L'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et la Namibie sont présentés comme "assez bons"¹². Tous les autres pays, soit 88% des pays africains sont marqués par des risques élevés ou même très élevés. Pour ce qui est des investissements en biens courants liés au petit commerce ordinaire, au moins 26 pays présentent des risques considérables, soit presque 50 % des pays. Dans ce contexte, il est difficile de voir une dynamique de développement s'engager.

Pourtant, un coup d'œil rapide sur ces régions en guerre manifeste une présence de réserves considérables de pétrole, de diamant, d'or, de niobium, d'europium, de zinc, de cobalt, de cuivre, d'étain, de nickel et d'autres métaux stratégiques pour la conquête de l'espace. Les observateurs attentifs s'interrogent aussi sur les couloirs de transit de drogues dans ces pays, celles-ci provenant d'Amérique Latine ou d'Asie vers les pays occidentaux.

Malgré ce contexte de guerre, ou plutôt grâce à lui, on a vu se multiplier des multinationales d'origine américaine, anglaise, australienne, canadienne, helvétique, et d'autres pays qui ont manifesté un intérêt notoire pour négocier des contrats avec les groupes rebelles ou les gouvernements locaux. Il serait aujourd'hui instructif de dessiner un tableau des pays, organisations internationales et nationales, sociétés et compagnies commerciales, services de renseignements et de sécurité publics ou privés, laboratoires idéologiques et d'analyse qui sillonnent le continent. Il faudrait alors mesurer leurs niveaux de responsabilité dans l'évolution de la situation actuelle et leur influence sur les événements en cours afin de circonscrire de façon concentrique les noyaux de décision et les véritables centres de pouvoir. Il reste surprenant de voir que cette occupation de l'Afrique a réouvert le débat autour du plan Montgomery sur le développement de l'Afrique en partant de considérations franchement racistes¹³. La même perspective se ressent après les débats sur les "Central African's Wars" tenus par le "Africa Subcommittee of the USA Senate Foreign Relations Committee", notamment par la déclaration faite par le Sén. Bill Frist au sujet de l'érosion des Etats africains et le rôle des frontières héritées de la colonisation qui doivent être revues pour la création de nouvelles frontières entre l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Congo¹⁴. La même politique était

encouragée par Marina Ottaway, "Senior Associate and Co-director of the Carnegie Endowment for Peace"¹⁵.

La question de l'Islam et de son influence sur le continent entraîne aussi un jeu de géopolitique qui peut faire ses victimes. Pour ce qui est du Congo en particulier, bloquer l'Islam aux frontières soudanaises pour le verrouillage de la partie Sud du Soudan ainsi que de l'Ouganda et du Rwanda se révèle devoir s'organiser, surtout qu'un projet de création d'une université musulmane avec trois campus à Kisangani, Isiro et Buta était dans l'opinion publique depuis quelques temps déjà. De même la construction de Centres Culturels Islamiques dans beaucoup de pays africains ainsi que l'octroi de bourses à beaucoup de jeunes africains pour des études dans des pays du Moyen Orient ou du Maghreb arabe était observable depuis des années. Les attentats terroristes sur les ambassades américaines de Nairobi et de Dar Es-Salaam en 1999 portaient les soupçons sur des filières islamiques.

Mais le plus important me semble être la promotion de l'extérieur d'une nouvelle classe africaine de dirigeants politiques.

3. La promotion des "dirigeants d'une nouvelle génération"

L'édition du 1^{er} Juin 1998 du Magazine *Newsweek* clôt ses articles en présentant au lecteur une interview de Issaias AFEWERKI, commandant du Front de Libération du peuple érythréen devenu président de l'Érythrée, en lui donnant comme titre "*Africa's 'New Generation'*". À lire l'interview du *Newsweek*, quelques caractéristiques des dirigeants africains de la Nouvelle Génération reviendraient à celles-ci :

- des chefs politiques victorieux d'une guérilla,
- des politiciens techniciens prônant un partenariat basé sur le commerce et l'investissement, et non sur l'aide et l'assistance,
- des réalistes qui préfèrent traiter avec les États-Unis d'Amérique plutôt qu'avec les institutions de l'Organisation des Nations-Unies pour résoudre les conflits, développer les programmes économiques et régler les contours des problèmes liés à la dette extérieure,
- des impassibles indifférents aux critiques des organisations pour la promotion des Droits de la Personne Humaine désormais présentées comme un reliquat du paternalisme occidental.

On n'y retrouve plus la figure du chef telle qu'elle était culturellement dessinée par la tradition. Ces chefs de la "Nouvelle Génération" sont appelés par les médias occidentaux "*les hommes forts*", terme qu'on n'utilise jamais pour les dirigeants occidentaux, comme si, pour l'Afrique, la force était subitement devenue le fondement de la légitimité du pouvoir, déstabilisant en fait les fondements habituels du pouvoir en régime traditionnel comme en régime démocratique.

Ces caractéristiques rejoignent d'autres faits visibles comme l'arrogance par rapport aux anciens pouvoirs tutélaires ou coloniaux et à tout le système des Nations-Unies dont le prestige s'est fané depuis longtemps. Ces nouveaux diri-

geants veulent rompre les liens avec les empires coloniaux d'Europe pour de nouveaux partenariats. Tout fonctionne dans le sens des "minorités-clés" organisées autour de groupes ethniques minoritaires. Ces minorités prêchent une modernisation fondée sur la science et la technique, principalement américaines. Elles souhaitent une gestion qui puisse être homologuée par les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International travaillant en intelligence avec le Conseil de sécurité des Nations Unies). Le noyau du pouvoir y reste un corps d'officiers relativement jeunes, hautement qualifiés, d'une efficacité et d'une expérience éprouvées, épaulés par quelques idéologues civils et ecclésiastiques.

Ces nouveaux dirigeants prêchent la nécessité de renouer avec un pouvoir fort, s'opposant à l'exercice de la démocratie par le multipartisme. Le terme "Démocratie" est de plus en plus remplacé par celui de "Bonne Gouvernance". Dans le même temps, un système invisible et mystérieux met en place des concertations délocalisées qui sont promues de l'extérieur, engendrant ainsi un système de diplomatie parallèle qui doit convaincre les indigènes de la pertinence des solutions apportées par les nouveaux lobbies et achever la mort des États traditionnels en conduisant tout à la dérégulation.

La Nouvelle Génération des dirigeants tombe donc dans un contexte où il y a promotion de la diplomatie parallèle face à la mort des États et à la dérégulation. Et comme le nouveau système de diplomatie de la globalisation se cherche encore étant donné son manque de fondement juridique et que son évolution dans des laboratoires de la nouvelle vague ne débouche pas encore sur une définition de cette instance dans le gouvernement des États, la floraison des médiations et des médiateurs suivant les lobbies derrière les différents laboratoires fait état d'un spectacle d'éclatement.

Je ne doute pas des bonnes intentions de certains de ces médiateurs. Mais il reste vrai qu'il est difficile de mesurer les enjeux de la présence et de l'engagement de lobbies politiques et financiers, de chercheurs, d'universitaires qui tentent d'étudier le nouveau phénomène historique et définir la logique de son fonctionnement de terrain sans autre préoccupation que la recherche scientifique, des hommes et femmes de médias qui sont les guerriers de la nouvelle vague, des marchands d'armes qui doivent apprécier la complexité des déstructurations en cours dans le tissage d'un marché sous mode de dérégulation. Le nombre de médiateurs qu'il y a eu pour la crise de la République Démocratique du Congo par exemple est impressionnant. Les organisations pour la résolution des conflits ont un grand déploiement dans la région qui peut avoir ses incidences sur la réarticulation obligée des visions traditionnelles du monde.

Le risque actuel est de voir les tendances ultra-libérales au pouvoir dans les pays puissants s'accompagner d'un coût humain, matériel, écologique, social, culturel, psychologique et spirituel exorbitant dans les pays du Sud. Dans l'entre-temps, des millions de vies humaines sont sacrifiées à travers des nettoyages ethniques de type génocidaire qui peuvent aussi répondre à des stratégies de contrôle démographique au niveau mondial complétant l'œuvre du Sida¹⁶ et d'autres maladies.

4. L'Afrique enlacée dans le service de la dette extérieure ¹⁷ !

Tous les pays du monde s'endettent puisque le système économique actuel demande qu'on prenne des crédits quelque part. La différence est que les pays du Nord en tirent une croissance économique tandis que le Sud en acquiert l'état de drogué qui s'abîme en réclamant toujours plus de drogue. La situation en Afrique, par exemple, est devenue intolérable depuis longtemps et a poussé les évêques africains à crier. C'était à l'occasion de l'assemblée spéciale du synode des évêques pour l'Afrique en avril 1994¹⁸.

Avec tout ce qui est arrivé dernièrement en Corée, au Japon, dans toute l'Asie du Sud-Est, en Russie, au Brésil, et dans d'autres pays, les gens se rendent de plus en plus compte des fragilités du système économique mondial actuel. Les grandes institutions s'en rendent compte elles-mêmes du fait qu'elles sont obligées de mettre plusieurs pays sous perfusion en injectant des liquidités afin de prévenir les faillites en chaîne des banques et compagnies d'assurance qui aboutiraient à la rupture des paiements internationaux. C'est dans ce sens que de plus en plus de voix demandent une mobilisation pour un nouveau "Bretton Woods" qui ne soit plus fondé sur une économie de spéculation. Le dernier sommet des Puissants Financiers mondiaux qui s'est tenu à Davos en Suisse en Avril 1999 a lui-même fait tomber les mythes du néo-libéralisme actuel.

Les évêques des États-Unis d'Amérique eux-mêmes l'avaient déjà reconnu dans leur lettre pastorale du 13 novembre 1986 sur la justice économique pour tous¹⁹. Ces évêques proposaient en 1986 de payer la dette extérieure en monnaies locales des pays créanciers pour stimuler leurs économies²⁰. Les mêmes évêques poursuivaient : " *le prix auquel (les pays du Sud) doivent vendre leurs produits d'exportation et acheter leurs produits alimentaires et leurs biens manufacturés, les taux d'intérêt qu'ils doivent payer et les conditions auxquelles ils doivent souscrire pour emprunter de l'argent, les normes du comportement économique des investisseurs étrangers, les montants et les conditions de l'aide extérieure, etc., sont essentiellement déterminés par le monde industrialisé. De plus, les cultures traditionnelles de ces pays sont de plus en plus soumises à la pénétration culturelle agressive de la publicité et des programmes des médias (...). Les pays en voie de développement sont, au mieux, des partenaires de seconde zone*"²¹. Cela était vrai en 1986. Cela le demeure aujourd'hui.

Le ballon d'oxygène qui était attendu du sommet de Cologne en Juin 1999 pour la réduction ou l'annulation de la dette extérieure des pays pauvres a manifesté ses limites. Même en acceptant avec peine d'effacer la dette de certains pays, on constate tout de suite qu'on désarticule les économies d'autres pays pauvres. Ce n'est pas du replâtrage qu'il faut, c'est une véritable révision du système qu'il faudrait engager.

5. L'inflation de l'humanitaire ²²

Un peu dans le sens de "la technique de la souris", les promoteurs de la nouvelle organisation du monde n'ont pas manqué de noter les effets pervers des nouvelles politiques

sur la vie des gens et l'organisation sociale. C'est ainsi que ces dernières années ont vu se développer les techniques de "healing process". Aux côtés de l'armée des "humanitaires" engagés dans les services d'urgence auprès des déplacés, des regroupés, des réfugiés, des morts et des survivants, se présentent des organisations qui se spécialisent de plus en plus dans les techniques de "résolution des conflits", de "médiation", d'"accompagnement des traumatismes de guerre". Il est même devenu commun de préparer des sites à l'avance face à des catastrophes annoncées et que personne ne semble vouloir arrêter. Tous ces organismes humanitaires donnent une thérapie humanitaire à des problèmes fondamentalement politiques.

De plus, ces organismes reçoivent des fonds et des subsides importants dont les pays n'auraient jamais bénéficié pour la coopération au développement en temps normal. On en est venu à se demander si l'humanitaire doit être utilisé pour rendre tolérable aux yeux de l'opinion publique le spectacle des bons sentiments des stratèges de la géopolitique mondiale.

Beaucoup d'autres grilles de lecture de la situation actuelle de l'Afrique pourraient être envisagées pour expliquer les mutations et les déstructurations culturelles telles l'arme de la déstructuration mentale, les politiques agricoles, les évolutions dans l'industrialisation, les conditions actuelles de la croissance urbaine, les conséquences de la situation sanitaire, le poids africain dans le commerce mondial. Dans tous les cas, une chose est claire. Nous sommes en face d'une situation socio-politico-économique nouvelle à laquelle l'Église du Congo comme les autres Églises d'Afrique n'avaient pas été préparées, ce qui explique la situation embarrassée des Églises et leur impuissance face à des cas limites pour lesquels il faudrait une nouvelle réflexion et de nouvelles structures. La tentation demeure de donner des réponses anciennes à des situations nouvelles. Des moyens puissants, avec un "marketing" approprié, travaillent de façon agressive sur le subconscient. Ils induisent de "nouvelles valeurs", souvent considérées comme contre-valeur dans la société traditionnelle. Ils poussent à l'appropriation de nouveaux modèles familiaux et sociaux en invitant à une configuration au modèle dominant au niveau mondial. Tout cela travaille inévitablement à une déstructuration de la société pour qu'elle corresponde au paradigme pouvant servir les intérêts de l'internationale du capitalisme. L'aporie de la situation est que ces modèles n'ont pas un champ d'intégration déjà structuré dans la conscience sociale pour opérer un travail de discernement et de reconstruction au niveau culturel.

6. Construire la communauté des communautés

La phase actuelle de "globalisation", tant au niveau économique-politique qu'au niveau symbolico-spirituel est en phase de recherche de modèles qui puissent trouver un fondement éthique acceptable "selon l'ensemble". Ceci implique une révision dans la façon dont on forme, accumule et distribue le capital, dans la compréhension de la propriété privée, du travail, de la consommation ainsi que dans l'organisation des

taxes, des assurances et des autres systèmes de sécurité sociale. Pour cela, une révision de la conception de la politique s'impose et les Églises peuvent réveiller la conscience de l'humanité à ce sujet²³. Mais aussi faut-il que les Églises investissent d'abord en "théologie politique" avec la technicité voulue. Une éthique de la responsabilité pour le présent et l'avenir de la communauté humaine doit devenir une préoccupation de plus en plus croissante chez les différents gestionnaires de la société qui ne doivent plus seulement se préoccuper de comptabilité financière. Tout ceci engage un grand travail sur la culture pour réorienter la logique actuelle du marché. La culture dans chaque nation comme au niveau de "la communauté internationale" doit redevenir une force historique pour porter les différentes manières dont les hommes et les femmes de ce temps abordent la question du sens de l'existence personnelle et communautaire, le sens de la vie et de la mort. Il faut pouvoir redécouvrir le fonctionnement et le sens des rites liés au "naître", au "grandir", au "mariage", à "l'être malade", au "mourir", à "l'alternance des saisons", au "cycle de la vie", à "l'histoire de son groupe culturel", au "lien avec les ancêtres", à "l'univers visible et invisible", à "la sagesse de vivre". Aujourd'hui, on revient de plus en plus à des réflexions sur les "valeurs", surtout suite au mouvement du "communautarisme".

C'est ici que les Églises ont un grand rôle à jouer. Il s'agit pour les Églises de redéfinir l'image intégrale de la personne humaine que nous devons servir. Cette image intégrale de la personne humaine créée à l'image de Dieu, homme et femme, doit être protégée et promue partout et toujours. Cette image doit respecter toutes les dimensions intégrales de son être, ramenant l'économie à comprendre qu'elle n'est qu'une dimension dans la complexité de l'activité humaine. De plus, il s'agit d'affirmer la liberté humaine intégrale dans le caractère social de la personne humaine, un caractère social qui ne s'épuise pas dans l'État mais n'engage pas non plus dans la jungle du libéralisme. C'est dans ce sens qu'il s'agit de travailler à la promotion de structures appropriées de pouvoir, de consultation et de concertation, tant au niveau des nations qu'à celui des structures internationales²⁴.

En dehors de cette vision, il devient impensable d'évoquer la question de l'éthique de responsabilité et, par conséquent, la réalité de péchés structurels qui faussent tout jeu institutionnel. Jean Paul II voit ainsi la situation : "L'état d'inégalité entre les hommes et les peuples non seulement dure, mais il augmente (...). De toute évidence, il y a un défaut capital, ou plutôt un ensemble de défauts et même un mécanisme défectueux à la base de l'économie contemporaine et de la civilisation matérialiste, qui ne permettent pas à la famille humaine de se sortir (...) de situations radicalement injustes"²⁵. "L'ampleur du phénomène met en cause les structures et les mécanismes financiers, monétaires, productifs et commerciaux qui, appuyés sur des pressions politiques diverses, régissent l'économie mondiale. (...) Tout en soumettant l'homme aux tensions qu'il crée lui-même, (...) ces structures font s'étendre sans cesse les zones de misère et avec elle la détresse, la frustration et l'amertume"²⁶.

La situation actuelle exige des Églises une prise de conscience aiguë de la croissante interdépendance et du devoir de solidarité qu'elle entraîne. "Quand l'interdépendance est ainsi re-

connue, la réponse correspondante, comme attitude morale et sociale et comme "vertu" est la solidarité. La solidarité est sans aucun doute une vertu chrétienne. (...) Elle doit contribuer à la réalisation du dessein divin tant sur le plan individuel que sur celui de la société nationale et internationale¹²⁷.

"Le développement requiert surtout un esprit d'initiative de la part des pays qui en ont besoin eux-mêmes"¹²⁸. Lors de la dernière assemblée spéciale du synode des évêques pour l'Afrique, les Églises africaines ont mis en lumière quelques catégories théologiques qui peuvent être d'une certaine fécondité si on les approfondit en ayant à l'esprit toute cette évolution des mouvements de globalisation, notamment, les catégories de l'Église-famille-de-Dieu et de l'Église-Fraternité, l'ecclésiologie des communautés de base, la place et les ministères de la femme, le souci de l'environnement.

Au niveau mondial, des voix s'élèvent pour rompre avec la fatalité des attitudes actuelles face aux logiques de la globalisation²⁹. L'Afrique saura-t-elle trouver une voie efficace pour s'engager dans cette résistance ? Tout le pari est lié à sa capacité de mobiliser ses énergies créatrices pour la recherche d'un nouveau paradigme enraciné dans des systèmes de valeurs qui permettent à l'Afrique de s'inventer sans se renier. Les questions que nous avons évoquées sont complexes et interrogent profondément l'entreprise d'inculturation si celle-ci veut être réaliste. On ne saurait se laisser aller sans travailler à équilibrer la situation qui prévaut actuellement en Afrique et dans le monde. Il est impératif de pouvoir découvrir la puissance qui serait une médiation de "l'éternelle force vitale" dans le contexte nouveau d'aujourd'hui. Une nouvelle réarticulation de la vision du monde doit pouvoir amener la théologie africaine à une responsabilité renouvelée dans sa contribution à la création du monde de demain.

Bien que l'aphorisme de Léopold Sedar Senghor³⁰ disant que "la raison est hellène et l'émotion nègre" a quelques ambiguïtés et peut constituer des pièges à certaines occasions, il reste important de retrouver une approche du réel et une démarche de connaissance qui engagent communion, sympathie et amour avec la globalité de la nature dans sa réalité originaire d'harmonie intégrative. L'acte de connaissance doit se vivre comme un acte d'amour. L'émotion dont il serait question ici n'est pas à entendre dans le sens d'un enfermement dans un passé onirique et lyrique excluant toute idée de conflit³¹ ou d'un résultat de quelque dérangement ou excitation psychosomatique entraînant inhibition et perte de contrôle de la raison, il s'agit d'une manière d'appréhender le monde de façon intégrale en symbiose indissoluble au-delà des simples préoccupations analytiques et discursives. Il ne s'agit pas de tenir les objets de connaissance à distance pour les "disséquer" sans merci, les conquérir, les dominer, s'en approprier, mais d'engager un accueil d'achèvement de la création. Il s'agit d'un appel à une démarche de connaissance qui engage la globalité existentielle de l'être dans la question du sens saisie sous une variété d'angles d'approches. La force vitale devrait en sortir enrichie dans son unité liant la création à la source de la vie, le défi restant de garder ce fondement de communion lié à l'objectivité de la rigueur de pensée.

Dans le contexte actuel de mondialisation, il devient urgent de voir les évêques du Nord et ceux du Sud entrer en dialogue pour définir ensemble les enjeux du moment ainsi que les responsabilités des uns et des autres pour l'avenir de l'humanité. Un nouveau cadre de collaboration devrait être discuté pour sortir l'Afrique d'une charité humiliante finalement vécue comme technique de "healing process" et non comme distribution organique du patrimoine de l'ensemble de l'humanité.

Notes :

1. Voir sur ce point Robert HEILBRONER, *The Nature and Logic of Capitalism*, New York 1985, pp. 31-32, 141-148.

2. M. Douglas Meeks s'interroge sur les limites de cette logique : "Food, healing, learning, the generation of generations, belonging, justice, respect should not be commodities or exhaustively commodities. The market is the greatest mechanism we have ever devised for producing and distributing commodities. But if something is not a commodity, should it be distributed according to the market logic, or is there another logic for the distribution of those necessary things necessary for life and life abundant ? ", dans : M. DOUGLAS MEEKS, "Global Economy and the Globalization of Theological", dans Alice FRAZER EVANS et Alii, *The Globalization of Theological Education...* pp. 250-251.

3. Cf. M. DOUGLAS MEEKS, "Global Economy and the Globalization of Theological Education"..., p. 247.

4. À la suite de Robert Reich, M. Douglas Meeks voit ainsi la nouvelle recomposition sociale : "Robert Reich divides income earners on the global level into three categories : 1) routine producers, 2) in-person servers, and 3) symbolic analysts. Routine producers, once the backbone of high-volume, heavy industrial production, usually work among large numbers of people doing the same thing according to standardised procedures and rules. In-person servers, though they also are paid by the hour for the amount of work done, are directly related to the beneficiaries of their work. Thus their services are not sold world-wide. If they have to be as punctual, reliable, and flexible as routine producers, they also have to be pleasant in personal relationships. Symbolic analysts engage in problem-identifying-solving and strategic brokering. The products of their work are traded world-wide, but these products are not standardised things. Rather, they are "manipulations of symbols-data, words, oral and visual representations", dans "Global Economy and the Globalization of Theological Education"..., p. 251. Voir aussi Robert B. REICH, *The Work of Nations : Preparing Ourselves for 21st Century Capitalism*, New York 1991.

5. Nous nous référons au sens qu'en donne A. TOFFLER, *Powershift, Knowledge, Wealth and Violence at the Edge of the 21st Century*, Bantam Books, New York 1990.

6. C. MWABILA MALELA, "Mondialisation de l'économie, des médias et de la culture : chance ou danger pour l'Afrique ?", dans *Perspectives*, n. 2, Juin 1999, p. 21.

7. C. MWABILA MALELA, "Mondialisation de l'économie, des médias et de la culture...", p. 22.

8. On consultera avec intérêt *Conflicts in Africa : Analyse des crises et pistes pour une prévention - La communauté internationale : quelle responsabilité ?* Les publications du GRIP, Éditions Complexe, Bruxelles 1997. Une analyse donnée par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies à la 52^e session

de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies sous le point 10 à l'ordre du jour devant être couvert par le Conseil de Sécurité le 13 avril 1998 sur les causes des conflits, la promotion de la paix et le développement durable en Afrique est assez éclairante (Voir United Nations, Security Council, A/52/871-S/1998/318).

9. Voir <http://www.misna.org/ita/guerra.htm>

10. Voir par exemple : G. BERGHEZAN et F. NKUNDABAGENZI, *La guerre du Congo-Kinsbasa : Analyse d'un conflit et transferts d'armes vers l'Afrique Centrale*, Publications du GRIP, Bruxelles 1999. Pour le cas du Burundi, j'ai lu avec intérêt le rapport de "Human Right Watch arms project" de décembre 1997. J'étais inquiet de voir les connexions internationales et les réseaux qui acheminent les armes dans la région de l'Afrique des Grands Lacs. On pourrait aussi se référer à : *Stocking the Fires, Military Assistance and Arm Trafficking in Burundi*, New York-Washington-London-Brussels, December 1997. On sait d'autres parts que le Congo a servi de couloir de passage pour les armes depuis des décennies.

11. *Jeune Afrique*, n. 1991, du 9 au 15 Mars 1999, p. 66-68. On peut aussi consulter les rapports annuels du Programme des Nations Unies pour le Développement au sujet du Développement Humain.

12. Le Zimbabwe faisait partie de cette liste mais est entré dans la tourmente ces derniers temps.

13. Voir Richard DOWDEN, "What's wrong with Africa?", dans *The Tablet*, 16 Janvier 1999, p. 72-73.

14. Voir Linda de HOYOS, "African Unity : Community of principle, or new colonialism?", dans *Executive Intelligence Review*, July 30, 1999, p. 60-62.

15. Quelques unes de ses conclusions vont dans ce sens : "Many of the states that emerged from the colonial period have ceased to exist in practice, and the rules of the OAU cannot apply to states that are no longer there. The problem is to create functioning states, either by re-dividing territory or by creating new institutional arrangements such as decentralised federations or even confederations. We should have no illusion that any of these solutions can be devised, and even less implemented, quickly, easily, and without major controversy. Least of all, any solution outsiders imposed would require a massive foreign presence to implement. No matter how benevolent the intentions, intervening to partition Africa territory and set up new political entities and institutions would put the United States and other outsiders in a colonial role. It is not a decision to be taken lightly". L'honorable expert continue en donnant d'autres alternatives ouvrant la possibilité de guerres civiles ou entre États ainsi que le remembrement de certains États avant que l'on atteigne la stabilité. Voir : http://www.burundi.org/english/uk_02/documents/document_353.html.

16. Voir sur ce sujet : Leonard G. HORROWITZ, *Emerging viruses. AIDS and Ebola : Nature, Accident or Intentional ?*, Rockport, Tetrahedron Publ., 1996, 563 pp. Voir aussi : Dr Guylaine LANCTOT, *La mafia médicale*, Édit. La Clef, Québec 1994. Dr Eva LEE SNEAD, *Some call it AIDS... I call it Murder. The connexion between Cancer, AIDS, Immunization and Genocide*, AUM Publications, 1992, 2 vol. G.J. KRUPPEY, *Secret and Suppressed chapter : AIDS, Act of God or the Pentagon ?* Peral House, Portland, 1993. "SIDA en Afrique et manipulations scientifiques. Des interrogations", *les Dossiers de Regards Africains*, Hors-Série n°1, avril 1997.

17. "Les États-Unis, le Japon et l'Europe (des Quinze) comptent au total un peu moins de 750 millions d'habitants, soit environ 12% de la population mondiale. Ils produisent et consomment un peu plus de 70% de ce qui se produit et se consomme dans le monde (exactement 71,3%), tandis que tous les autres, qui sont quelques 5 milliards, produisent et consomment moins de 30% (28,7%). Ces chiffres sont donnés par la Banque Mondiale pour l'année 1995" (Voir Béchir Ben Yahmed, "Ce que je crois : Évolution, mais dans quel sens", dans *Jeune Afrique*, n°1927 du 9 au 15 décembre 1997, p. 4).

18. "Lettre ouverte de 38 archevêques et évêques à leurs frères évêques d'Europe et d'Amérique", dans Maurice CHEZA, *Le Synode Africain, Histoire et Textes*, Karthala, Paris 1996, p. 144. "Des centaines de millions de personnes, parmi les plus pauvres de la terre, vivent en Afrique. Le fardeau des dettes auxquelles elles sont enchaînées est à la fois un symptôme et une cause de leur pauvreté. C'est un symptôme parce qu'elles n'auraient pas emprunté si elles n'avaient pas été pauvres. C'est une cause parce que le fardeau du remboursement de cette dette les appauvrit davantage. Nous, les évêques d'Afrique qui prenons part au synode africain, nous nous engageons à une solidarité absolue avec les pauvres et désirons faire nôtre leur cri : Pardonnez-nous nos dettes !" "Il y a plus de dix ans déjà, le président Nyerere de Tanzanie posait cette question émouvante : "Devons-nous laisser nos enfants mourir de faim pour pouvoir payer nos dettes ?". Dans sa déclaration de 1986 intitulée "Une approche morale à la question de la dette internationale", la Commission Pontificale Justice et Paix a donné une réponse éloquent à cette question. Ce document demande un partage équitable, entre débiteurs et créanciers, des conséquences de la crise de cette dette. Il dit : "Le fardeau ne devrait pas être imposé de façon disproportionnée sur les pays pauvres... Il est moralement mauvais d'enlever à un pays ses moyens de suffire aux besoins de base de ses citoyens pour rembourser sa dette". Un autre document, de la même commission, dit : "Les besoins des pauvres doivent passer avant les désirs des riches". La dette se dit en termes de chiffres. Empruntons quelques chiffres à l'animateur du Schiller Institute en Allemagne, Uwe FRIESECKE. "Without going into many details, what we have to state clearly, loudly, is simply this : The IMF / World Bank system has been a system of looting, and it has destroyed Africa at least as much as the old colonial system of the nineteenth and half of the twentieth century. We take the indicator, the debt problem, which just makes this point very clear. In 1980, sub-Saharan Africa started out with approximately \$80 billion worth of debt(...). Today, sub-Saharan Africa has close to \$250 billion in debt. Cumulatively, between 1980 and 1995, sub-Saharan Africa paid close to \$200 billion to international banking institutions. That is, it paid two and a half times more than it owed in 1980 ; and yet, it now owes three times more than it owed in 1980. We can go through this, country, by country, by country (...). We have all the figures ; these are World Bank figures". Voir Uwe FRIESECKE, "Choose development, not genocide", dans *Peace through Development in Africa's Great Lakes Region*, *Executive Intelligence Review*, Special Report, September 1997, p. 91.

19. "Justice économique pour tous : enseignement social catholique et économie américaine ; Lettre pastorale des évêques des États-Unis", dans *La Documentation Catholique* du 21 juin 1987, n°1942, p. 664 (Texte anglais dans *Origins* du 27 novembre 1986). Ils disaient ceci, entre autres : "Les institutions de Bretton Woods ne représentent pas adéquatement les débiteurs du Tiers-Monde, et leur politique ne traite pas avec efficacité les problè-

mes qui frappent ces pays. Ces institutions doivent faire l'objet d'une réforme fondamentale et leur politique doit être révisée, en même temps que l'on devra s'attaquer au problème immédiat du Tiers-Monde. Les États-Unis devraient promouvoir et soutenir ces réformes et ces révisions et y participer à part entière. Un tel rôle n'est pas seulement juste du point de vue moral, il est dans l'intérêt économique des États Unis. Plus d'un tiers de cette dette est due aux banques américaines. La viabilité du système bancaire international (et des banques américaines) dépend en partie de la capacité des pays débiteurs de gérer leurs propres dettes".

20. "Justice économique pour tous : Enseignement social catholique et économie américaine..." , p. 664. "Des moyens doivent être trouvés pour résoudre les problèmes urgents : moratoire dans le paiement des dettes, conversion en monnaie locale de certaines dettes libellées en dollars, acceptation par les créanciers d'une part de la charge par une réduction partielle de certaines dettes spécifiques, transfert des intérêts au capital, ou même annulation pure et simple".

21. "Justice économique pour tous : Enseignement social catholique et économie américaine..." , p.660.

22. On pourra lire sur ce sujet : Claire PIROTTE - Bernard HUSSON (dir.), *Entre urgence et développement : Pratiques humanitaires en questions*, Karthala, Paris 1997.

23. Voir M. DOUGLAS MEEKS, "Global Economy and the Globalization of Theological Education"... , p. 256.

24. Sur ces idées, on pourra voir l'Encyclique *Centesimus Annus* de Jean Paul II, n. 36-42.

25. *Dives in misericordia*, n. 11.

26. *Redemptor hominis*, n. 16. Pour la catégorie de "structure de péché", voir Jean Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, n. 35-40. Voir aussi *Centesimus annus*, n. 38.

27. Jean Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, n. 38-39.

28. Jean Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, n. 44.

29. Voir par exemple Éric TOUSSAINT, *La Bourse ou la vie*, CADTM, Bruxelles 1998. A. PETRELLA et Alii, *Guerre économique : L'heure de la résistance*, Cotmec - Saint Augustin, CH-1890 Saint-Maurice 1997. Les pages 165 à 168 donnent une bibliographie indicative pour une compréhension des

enjeux de la globalisation avec la nécessité de repenser le modèle actuel de l'évolution du monde.

30. On pourra avoir une idée de la pensée de cet auteur en consultant : "Éléments constitutifs d'une civilisation d'inspiration négro-africaine", dans *Présence Africaine* 24-25, février - mars 1959, p. 249-282. *Liberté I* : "Négritude et Humanisme" - "L'esthétique négro-africaine", Édit. du Seuil, Paris 1964. *Les fondements de l'Africanité ou négritude et arabité*, Présence Africaine, Paris 1967. *Négritude, Arabisme et Francité*, Dar Al-Kitab Allabnam, Beyrouth 1967. "Psychologie du Négro-Africain", dans A.J. SMET, *Philosophie africaine, Textes choisis I*, PUZ, Kinshasa 1975.

31. Nous savons combien certains auteurs ont été très sévères à l'endroit d'une certaine inconscience du mouvement de la négritude et des développements de l'ethnophilosophie. Jean Marc ELA écrit par exemple : "On retiendra que les traits par lesquels l'identité africaine est ici définie appartiennent à un héritage d'idées transmis dans la culture occidentale. En ce sens, les sources de la négritude sont européennes. (...) La négritude apparaît comme un mouvement petit bourgeois pour des intellectuels écartelés entre la culture européenne et la tradition africaine ; elle révèle le drame des élites en rupture avec le monde africain réel". Voir *Le cri de l'homme africain: Questions aux chrétiens et aux Églises d'Afrique*, L'Harmattan, Paris 1980, p. 147. C'est comme si la Négritude avait transformé l'Afrique en un vaste réservoir pour ethnologues dont l'unique souci serait de préserver le passé. Mais il reste vrai qu'envisager l'avenir comme catégorie fondamentale de l'existence humaine en Afrique ne saurait réussir en coupant les racines culturelles. Il s'agit donc de dépasser les simples appréhensions des épiphénomènes d'intuition, d'émotion, de sens du symbole, de danse et d'autres réalités du genre pour saisir la logique de la vision en cause et dont il reste urgent de structurer un cadre cohérent de créativité face à l'avenir.

Réf. : Texte de l'auteur (also published in *Église d'Afrique, Revue d'Études et d'Expériences Pastorales*, n. 1, Avril 2001.

Dear Friends of SEDOS,

Now available: **Sedos CD 2000**. You will find three things on **Sedos CD 2000**. Firstly, all the articles (265) published in *SEDOS Bulletin* from 1996 to 2000. Secondly, the prodigious compilation work of Father John Tra, SVD: an index by author and by subject heading of *SEDOS Bulletin* articles from 1981 to 2000 and a *Biblografía General, Temática y Anotada en Español*, prepared by Rev. Fr Prof. Juan Gorski, MM. Thirdly the list of all the reviews that can be consulted at the SEDOS Documentation Centre.

We hope that this collection of articles and the index will be most useful to you in your research and reflection.

If you are interested in ordering the **SEDOS CD 2000**, please contact us. The price, including postage is \$10,00 (U.S.), or £ 20.000 (Italian) or • 10 (Euro).

Christianity and other religions: from confrontation to encounter

The Storm of the Spirit

All the world's religions can profane the name of God. After 11 September, this is a concern not only for theologians, but for the world. Giving The Tablet Open Day lecture last week, the Belgian Jesuit Jacques Dupuis, professor at the Gregorian University in Rome, developed his theory that God has one plan for all humanity. The lecture The Tablet published in three instalments is given below.

The Theology of religions is a burning topic today. The events which took place in New York and Washington on 11 September and which have provoked a universal trauma around the world make the issue even more pressing. Religious and political leaders have wisely insisted that terrorism should not be identified with the religion of Islam. The fact remains, however, that in this case as in many instances through history, religion tends to become ideology and is used in pursuit of cruel and inhuman designs. Holy wars, it is said, are being fought in the name of God, and the men who perpetrate deeds of terrorism, which create thousands of innocent victims are considered holy martyrs.

The world seems unable to maintain peace between peoples, and the religions which ought to be a factor conducive to universal peace seem often to be used to foster conflicts and wars. Hans Küng once wrote: "There can be no peace among the nations without peace among the religions. There can be no peace among the religions without dialogue between the religions. There can be no dialogue between the religions without research into theological foundations".

An open and constructive theology of the religions of the world is a pressing need if we wish to foster an interreligious dialogue conducive to universal peace. It cannot be denied that Christianity has often through the centuries entertained a very negative appraisal of other religions, which in turn led to very prejudicial or even destructive attitudes. This is not the place to recall in detail this contentious past, of which however we need to be aware if we wish to evaluate honestly the events with which we are confronted today. The questions to be asked are: which new theological evaluation of the other religions must we entertain and promote today? And which concrete attitudes towards their followers must we ourselves put into practice and foster among others?

The recent doctrinal authority of the Church has insistently stressed the need and importance of interreligious dia-

logue as part of the Church's evangelising mission. In his Encyclical Letter *Redemptoris Missio* (1990) John Paul II wrote: "Dialogue does not originate from tactical concerns or self-interest, but is an activity with its own guiding principles, requirements and dignity. It is demanded by deep respect for everything that has been brought about in human beings by the Spirit who blows where he wills. Through dialogue the Church seeks to uncover the 'seeds of the Word', a 'ray of that Truth which enlightens everyone'; these are found in individuals and in the religious traditions of humankind" (n. 56).

More recently, in the Apostolic Letter *Novo Millennio Ineunte* at the beginning of the third millennium, the Pope wrote of "the great challenge of interreligious dialogue", and added: "In the climate of increased cultural and religious pluralism which is expected to mark the society of the new millennium, it is obvious that this dialogue will be specially important in establishing a sure basis for peace and warding off the dread spectre of those wars of religion which have so often bloodied human history. The name of the one God must become increasingly what it is: a name of peace and a summons to peace" (n. 55).

To what extent is true encounter and dialogue between the religions already a reality in the multi-religious world in which we are living? One may not overlook the difficulties of different kinds that the practice of dialogue must overcome. It is enough to remember the crimes against humankind which the 20th century has known. Often, the religious traditions were involved in the conflicts. It has been suggested that the last century has been the most cruel in human history.

A purification of the memory — and the memories — is required from all sides, if we wish to reach a renewed mutual attitude between the religious traditions and enjoy a genuine encounter. But purification of memories is not easily achieved. Peoples and religious groups cannot be asked simply to forget what they have suffered at the hands of the other religious traditions, including Christianity, if not by way of the extermination of populations, often at least by the destruction of their cultural and religious patrimony. To forget would amount to betrayal. The personal identity of a human group is built on the foundation of a historical past which cannot in any way be cancelled, even if we should desire to cancel it. But memory can be healed and purified by a common determination to initiate new and constructive mutual relations, built on dialogue, collaboration, and a true encounter.

It is in view of such mutual and general healing of memories that in his Apostolic Letter *Tertio Millennio Adveniente* Pope John Paul II proposed for the Jubilee Year 2000 an elaborate programme of asking and granting pardon. The Pope mentions explicitly, among other sins to be confessed by Christians and by the Church, “the acquiescence, especially in some centuries, in intolerant and even violent methods in the service of truth”. In the solemn celebration of repentance which took place in St Peter’s Basilica in Rome on the first Sunday of Lent during the jubilee year, it fell to Cardinal Joseph Ratzinger, Prefect of the Congregation for the Doctrine of the Faith, to recognise publicly and to ask pardon for the fact that “church people also, in the name of faith and morals, have sometimes had recourse to methods contrary to the Gospel, on the pretext of defending truth”. These discreet words hide many cruel and inhuman practices to which the Church’s authority has had recourse. Purification of memories is required inside and outside the Church.

But, however important the purification of memories may be, it does not by itself suffice. A purification of theological language and thinking is also needed. Besides the often hostile attitudes maintained in the past towards people belonging to other religious traditions, we should recall the traditionally negative evaluations of their patrimony, cultural and religious, which have lasted through the centuries. The Christian theological evaluation of other religions has been traditionally negative and derogatory. The claim to be “the only true religion” has been expressed ideologically in the axiom, “Outside the Church, no salvation”. The Church was considered the “only ark of salvation”, outside of which people were irremediably lost. That such an axiom, understood in the most rigid manner, remained for centuries the official doctrine of the Church, is truly a matter of shame for which we need to ask pardon from peoples and from God.

The theological terminology used even today by many Christian preachers and theologians retains traces of ways of speaking about the “others” which are clearly pejorative. There is still talk about “pagans”, even about “infidels” or “non-believers”. “Infidels” to whom or to what, it can be asked. The very term “non-Christians” ought to be considered offensive. What would we think if the “others” were to consider us and call us “non-Hindus” or “non-Buddhists”? People must be named on the basis of the self-comprehension which they have of themselves, not of some foreign prejudicial estimation.

The pluri-ethnic, pluri-cultural and pluri-religious world of the present time requires, from all sides, a “qualitative leap”, proportionate to the situation, if we wish to enjoy positive and open mutual relations characterised by dialogue and collaboration between the peoples, the cultures and the religions of the world: in a word, we must proceed through encounter rather than through the confrontation of the past. Nothing less than a true conversion of persons and religious groups will suffice to bring about peace between the religions of the world, without which, as has been recalled above, there can be no peace between peoples.

What then is meant by this mutual conversion? First of all it requires a true “sym-path” or “em-path”, which will help us to understand the “others” as they understand themselves, not as we, often due to tenacious traditional prejudices, think that we know who they are. What is required is a welcome, without restriction, of the “others” in their difference, in their irreducible identity.

The challenge, but at the same time the grace, of interreligious dialogue consists in this welcome for the others in their difference. Interpersonal encounter takes place necessarily between persons who are different, and a richness of communion is built on the mutual complementarity between persons. The same thing holds true for religions: unity does not mean uniformity, nor does communion mean conformism. The grace of dialogue between religions consists in the possibility of a mutual enrichment.

History at a glance: three perspectives

Let us recall rapidly the different perspectives which through the centuries have marked the Christian theological evaluation of other religions. A first perspective, which lasted for more than 10 centuries, consisted in asking whether salvation in Jesus Christ was possible for people who did not profess faith in him and were not members of the Church. To this question a negative answer was given through the axiom “Outside the Church, no salvation”, till such time as the discovery of the New World (1492) forced theologians to devise theories according to which explicit faith in Jesus Christ and church membership were no longer a *conditio sine qua non* for salvation. An “implicit faith”, contained for instance in the sincere following of the personal conscience in the circumstances of each individual’s life, could suffice.

This partially positive answer to the question of the possibility of salvation for outsiders remained common doctrine till the decades that preceded the Second Vatican Council: it became part of the doctrine of the Council of Trent. Only shortly before the Second Vatican Council did some theologians adopt a second and more open perspective. Going beyond a purely individual consideration of the possibility of salvation for individuals, they now spoke of positive values to be found not merely in the religious life of persons outside the Church but in the religious traditions to which those persons belonged.

This, however, could be and was understood in two vastly different ways. For some (Jean Daniélou, Henri de Lubac, Hans Urs von Balthasar) such values were natural endowments of human nature which enabled people to reach a valid natural knowledge of God that by itself was incapable of leading to salvation; for others, on the contrary (Karl Rahner is here the great protagonist), those values were in fact supernatural gifts of God, elements of “truth and of grace” inserted by God’s gracious initiative into the various religious traditions of the world and conducive to human salvation.

As is well known, the Second Vatican Council adopted

various expressions used by the earliest Christian tradition with regard to Greek philosophy and Asian wisdom, and applied them to the religious traditions. The Council thus spoke of the “seeds of the Word”, of a “ray of that Truth which enlightens everyone”, found in the religions, but without stating explicitly which precise meaning it meant to attribute to these expressions. The Council did not commit itself to stating that the other religions can be means or ways of salvation for their followers. Its open attitude notwithstanding, it left the question of the theological significance of the religions finally unanswered.

The third perspective, which is that of my new book *Christianity and the Religions of the World: from confrontation to encounter* and its predecessor, *Toward a Christian Theology of Religious Pluralism*, is thus a recent post-conciliar development. Theologians today no longer simply ask whether salvation is possible for individuals outside the Church; nor whether positive values, either natural or even supernatural, can be found in the religious traditions. They ask whether Christian and Catholic theology can affirm that the religious traditions have in the eternal plan of God for humankind a positive significance and are for their followers ways, means and channels of salvation willed and devised by God. This is the question of the meaning, in God’s own mind, of the religious pluralism in which we find ourselves in the present world; religious pluralism that exists not simply *de facto*, but “in principle”.

Let us note in passing that the Declaration *Dominus Iesus* of the Congregation for the Doctrine of the Faith, in its introduction (n. 4), fails to make an essential distinction. It rejects any theological theory which supports religious pluralism as existing in principle. Such a position it considers doctrinal relativism. “The Church’s constant missionary proclamation”, the introduction says, “is endangered today by relativistic theories which seek to justify religious pluralism, not only *de facto* but also *de iure* (or in principle)”. According to the document, the truths which are considered superseded by such theories include the uniqueness of Jesus Christ as universal saviour.

The Declaration is, of course, right to reject any theory that, religious pluralism exists in principle which is founded on the rejection of the uniqueness of Jesus Christ as universal saviour. It is wrong, however, in seeming to imply that any theological theory supporting religious pluralism in principle must be based on the denial of what is in fact the very core of the Christian faith. There is no lack of theologians today who seek to combine and hold together, even if in a fruitful tension, their unimpaired faith in Jesus Christ as universal saviour of humankind, on the one hand, and, on the other, a positive, salvific significance of the other religious traditions of the world for their followers, in accordance to the eternal plan of God for humanity. This is the challenge which faces the theology of religions today, and represents the core of the third perspective recently opened up after the Second Vatican Council.

God is always greater

If Jesus Christ is the unique saviour, how can other faiths too be ways of salvation? Fr Jacques Dupuis is sure that any new model must start and end with the central Christian doctrine of the Trinity.

I concluded last week that the Christian theology of religions is today challenged to find a new model in line with the perspective opened up after the Second Vatican Council. How can we show that it is possible to combine an unimpaired faith in Jesus Christ as universal saviour of humankind, on the one hand, with an acceptance on the other of the positive, salvific significance of the other religious traditions of the world for their followers, in accordance with the eternal plan of God for humanity? What model will do justice to a religious pluralism that exists in principle, not simply *de facto*?

In response to this challenge, I have proposed in my two most recent books, *Christianity and the Religions of the World: from confrontation to encounter* and *Toward a Christian Theology of Religious Pluralism*, that we should develop a doctrine of Christ based on the Trinity and the Spirit. The interpersonal relationships between the Son and the Father, on the one hand, and the Son and the Spirit, on the other, are intrinsic to the mystery of Jesus Christ. These connections must be taken into account at every step of theological reflection if we want to avoid abstract considerations which fall short of and possibly distort the reality of the mystery of Jesus Christ.

The doctrine of Christ has, in the past, too often been made impersonal. Its concern was with the “God-man” and the “hypostatic union” of the two natures in the God-man. But the doctrine of Christ found in the New Testament is not neutral and abstract in this way, but is about the concrete mystery of the Word-of-God-made-flesh in Jesus of Nazareth.

How are we to describe the event of Jesus Christ? It comprises the Word of God becoming man, Jesus’ entire life, his words and deeds, and finally the paschal mystery of his death and resurrection. All this must be seen, as God sees it, within the framework of God’s gracious dealings with humankind throughout the history of the world starting with creation. From the very beginning — not just from Abraham — God has manifested himself to his human creatures in words and deeds, through his Word and his Spirit.

This universal involvement of God with his creatures through history is marked by different covenants with humanity, of which St Irenaeus in the 2nd century in a celebrated text distinguished four, as follows: “One, prior to the flood, under Adam; the second, after the flood, under Noah; the third — the giving of the law — under Moses; then comes the fourth, which renews humanity, and sums up all things in itself by means of the Gospel, raising and bearing human beings upon its wings into the heavenly kingdom”.

The prologue of the Gospel according to John insists that God created all things through his Word, present with

him from eternity (1:1-3); it adds that the Word of God has been throughout salvation history “the true light that, by coming into the world, enlightens everyone” (1:9). The coming into the world of the Word of God does not here refer to the mystery of the Incarnation, but to the coming into the world of the Word as the Lady Wisdom of which the First, or Jewish, Testament spoke. Similarly, the Holy Spirit has been universally present and operative in God’s personal dealings with humankind through history.

Thus Yahweh (whom Jesus will call Father) reveals himself universally through his Word (known to the First Testament as the Wisdom of God) and through his Spirit. Both the First Testament and the Christian Testament testify to this trinitarian structure. The personal involvement of God with his creatures through history is everywhere marked with a trinitarian rhythm.

The Christ-event — made up of the entire human life, death and resurrection of Jesus Christ — marks the apex and the summit of these divine manifestations of God through his Word and his Spirit. God’s self-revelation and self-gift to human beings in Jesus Christ is the centre of history and the key for interpreting the entire process of salvation. Jesus Christ is constitutive of universal salvation; he is truly the Saviour of the world.

By being raised from the dead by the Father, the human existence of Jesus, the Word incarnate, is no longer subject to conditioning by time and space. It is this real transformation of the human being of Jesus through his resurrection which confers upon his human existence, and in particular upon the paschal mystery of his death and resurrection, universal salvific value. Through it the Christ-event, which constitutes human salvation, is inclusively present and remains in force throughout time and space.

The unique significance of the event of Jesus Christ, as constitutive of universal salvation, must be clearly established on its true theological foundation. In the last analysis, it needs to be based on the personal identity of Jesus Christ as the Son of God. No other consideration will do. Through the mystery of the Incarnation the Word of God has inserted himself personally, once and for all, in the human reality and in the history of the world. In him God has established a bond of union with the entire human race which can never be broken. The Christ-event is the sacrament of that decisive and everlasting covenant: the Incarnation represents the deepest and most immanent possible manner of God’s personal involvement with humankind in history. The event of Jesus Christ is therefore unique and irreplaceable in the history of salvation for all mankind.

Yet the historical event of Jesus Christ is necessarily particular and circumscribed by the limits imposed upon it by time and space. The human story of Jesus belongs to a precise historical period. The mystery of the resurrection itself is also located in human history, even though it introduces the human being of Jesus into a condition that extends beyond history. In and through the glorified state of the Risen One,

the historical event of salvation becomes and remains present for all times and places; yet it is equally true that even that event does not exhaust — and cannot exhaust — the revealing and saving power of the Word of God. While no separation can be admitted between the human being of Jesus and the person of the Word of God — as John Paul II has rightly insisted in his Encyclical Letter *Redemptoris Missio* (n. 6) — nor can they be identified, for the two natures of Jesus Christ remain distinct in their very personal union.

The Word has been manifested in Jesus Christ in the deepest human way that may ever be conceived, and hence in the way best adapted to our human condition. But, paradoxically, this most human way of self-manifestation involves in itself and by its very nature its own limitations. The Word of God reaches beyond whatever the human being of Jesus, assumed by him personally, is capable of manifesting and revealing. Jesus Christ is in his humanity the universal sacrament of the mystery of salvation offered by God to the whole of humankind through his Word and his Spirit; but the God who saves through him remains beyond the human being of Jesus, even in his glorified state. Jesus Christ risen and glorified does not substitute for the Father; nor does his glorified human existence take the place of the Word himself, who could never be fully revealed through any historical manifestation.

I mentioned earlier, with reference to the prologue of the Gospel according to John, that the Word of God, who exists eternally in the mystery of God’s divine life, and through whom God created all things — and keeps them today in existence — was present and active throughout history *before* the Incarnation as “the true light that, coming into the world enlightens everyone” (1:9). And this universal enlightening and saving activity of the Word as such perdures *after* the Incarnation of the Word and the resurrection of Jesus Christ.

It is possible, therefore, to speak of an enduring, enlightening and saving activity of the Word of God as such, distinct from his saving activity through the risen human existence of Jesus. That is in line with St Leo the Great’s remark that while becoming man, the “Word does not lose the glory which is his in equality with the Father”. If so, that must mean that the Word of God keeps exercising, in union with the Father, the actions which belong to him by reason of his specific character in the divine mystery: mediation in creation (Jn 1:3), a universal enlightening action with regard to human beings (Jn 1:9), even the communication to them of the power to become children of God (Jn 1:12).

The Christ-event, however inclusively present, does not exhaust the power of the Word of God, who became flesh in Jesus Christ. And, if the Word remains God, he continues to act as God, beyond his own human action. The action of the Word as such exceeds that of the Word incarnate in his glorified humanity.

One can understand then how “elements of truth and grace” (Second Vatican Council, *Ad Gentes*, n. 9) can be found in the other religious traditions of the world, and how these

serve, for their followers, as “paths” or “ways” to salvation. It is the Word of God who went sowing his seeds in the religious traditions. Nor must these seeds be understood as representing merely natural human endowments awaiting an eventual divine manifestation. They represent an actual divine self-manifestation and self-gift of God through his Word, however incomplete it may be.

The work of the Potter

The metaphor of God the Father as the Potter is helpful for the theology of religions. The work of his two hands, the Word and the Spirit, is eternally directed towards and culminates in the revelation of Jesus Christ, but is unlimited in its extent.

When the Word of God became man in Jesus Christ, God’s self-communication to humanity reached its height. Here is the unsurpassed — and unsurpassable — key to the history of salvation. But the permanent presence and action of God’s Word remain unrestricted by the particular historical event of the Incarnation of Jesus Christ as I explained in my article last week.

The same applies to God’s Spirit, whose universal presence has been stressed in recent pronouncements of the Catholic teaching authority. The Spirit is present not only in persons but in the faiths they hold. In his Encyclical Letter *Redemptoris Missio* John Paul II wrote: “The Spirit’s presence and activity affect not only individuals but also society and history, peoples, cultures and religions. Indeed, the Spirit is at the origin of the noble ideals and undertakings which benefit humanity on its journey through history”.

The Spirit of God was and is universally present and active, before and after the event of Jesus Christ (that event, as I explained last week, comprises the Incarnation in which the Word of God became man, the life of Jesus on earth, his words and deeds, his paschal death, and his resurrection which means that his existence is no longer subject to conditioning by time and space). The Christ-event is both the culminating point and the universal sacrament of the one plan of salvation. But the God who saves is Three Persons; each of the three is distinct and remains active in a distinctive way. God the Father saves “with two hands”, the Word and the Spirit, St Irenaeus wrote in the 2nd century.

After the Christ-event, are the communication of the Spirit and his active presence in the world realised exclusively through the glorified humanity of Jesus Christ, or, on the contrary, do they go beyond such limits? Has the Spirit of God become to such an extent the “Spirit of Christ” as to be able no longer to be present and operative in any other way? Is the action of the Spirit henceforth circumscribed by the action of the risen Christ, and in this sense limited?

In the New Testament, and particularly in Paul, the Spirit

is called either “Spirit of God” or “Spirit of Christ”. The expression “Spirit of Christ” (Rom 8:9) seems to refer to the communication of the Spirit by the risen Christ, which corresponds to Jesus’ promise to the Disciples in the Gospel of John that he would send them the Spirit after his death as the Comforter (Jn 15:26; 16:5-15) and to its realisation at Pentecost (Acts 2:1-4). It also means that the work of the Spirit establishes between human persons and the Lord Jesus Christ a personal relation by which they are incorporated into him: “Anyone who does not have the Spirit of Christ does not belong to him” (Rom 8:9).

The fact remains, however, that the Spirit is more often called the “Spirit of God”. Thus Paul says, “The Spirit of God dwells in you” (Rom 8:9). Again, “If the Spirit of him who raised Jesus from the dead dwells in you, he who raised Christ Jesus from the dead will give life to your mortal bodies also through his Spirit that dwells in you” (Rom 8:11); “All who are led by the Spirit of God are sons of God” (Rom 8:14); cf. also 1 Cor 2:11; 2:14; 3:16; 6:11; 12:3; 2 Cor 3:3. The Spirit which is communicated to us is fundamentally the “Spirit of God”. Taking into account these biblical data, one may ask whether after the Christ-event there can be a saving action of the Holy Spirit beyond that which takes place through the risen humanity of Jesus, just as there was a saving action of the Spirit before the historical event of the Incarnation, when the humanity of Jesus did not yet exist.

The metaphor used by St Irenaeus of the “two hands” of God may help to clarify the distinct activity of the Spirit arising from his personal identity. In the background of that metaphor is probably the image of God as a potter (cf. Is 64:6-7) who with two hands produces a single work — that is, here, the one plan of salvation. The two hands of God, the Word and the Spirit — we may add — are conjoined hands. While being united and inseparable, they are also distinct and complementary. The work of each is distinct from that of the other; it is in fact the combination of them which produces the salvific effect of God. Neither can be reduced to a mere “function” in relation to the other; in the light of this metaphor it becomes perhaps easier to conceive that the communication of the Spirit by the risen Christ does not necessarily exhaust the work of the Spirit after the Christ-event.

The Oriental and Orthodox tradition has often accused the Western tradition of holding and promoting a theological view which so emphasises the place of Jesus Christ as to reduce the Holy Spirit to a mere “function” of Christ. The French Dominican theologian Yves Congar, though considering the accusation exaggerated, admitted that it was not altogether without foundation. Western theology should reflect on the inadequacy of its doctrine of the Spirit. While we must not build up the Spirit as though he were “autonomous”, separated from the Son incarnate, it is also true that the Spirit may not be reduced to a “function” of the risen Christ, of which he would then be, so to speak, the “vicar”. The Spirit would then lose the fullness of his personal saving action. Now, a subtle form that such a reduction may take consists precisely in claiming that after the Incarnation the saving and vivifying action of the Spirit can take place only

through the communication which the risen Lord makes to us of his Spirit.

The Second Vatican Council affirms very clearly (*Ad Gentes*, n. 4), and the teaching authority of the Church has recently repeated with insistence (cf. in particular the Encyclical Letter *Dominum et Vivificantem*, n. 53), that the Spirit was already present and operative before the glorification of Christ, even before the Christ event, throughout the whole of history, from creation onwards.

If before the Christ-event the Spirit was acting in the world and in history without being communicated through the risen humanity of Jesus, which did not yet exist, why after the Christ event should the action of the Spirit be so bound to the risen humanity of Christ as to be limited by it? Certainly both before and after the historical Incarnation, the outpouring of the Spirit is always related to this event, which is the culmination of the unfolding through history of the divine plan of salvation. In that sense one may and must say that the gift of the Spirit before the Incarnation is made “in view of” the Christ-event. But this does not justify saying that no action of the Spirit as such is conceivable after the event of the Incarnation — though it needs to be seen as related to that event. In the same way it is possible, as shown above, to affirm an action of the Word as such which endures after the Christ-event. The Word is that light “that enlightens everyone” (Jn 1:9); as for the Spirit, he “blows where he wills” (Jn 3:8).

We must always take into account, then, the central place of the event of Jesus Christ in the one divine plan. One may not speak of two distinct plans of salvation devised by God: salvation in Jesus Christ for Christians, and through the Word of God as such for the others; or else, salvation in Jesus Christ for Christians, and through the action of the Spirit as such for the others. But it is one thing to allege two separate plans for salvation; it is quite another to distinguish, without separating them, complementary aspects in one plan of salvation willed by God for humankind.

Elements of “truth and grace” (*Ad Gentes*, n. 9) are thus present in human cultures and religions, due to the combined action of God’s Word and his Spirit. From here it is only a short step to the recognition of a mediatory function of those religions in conveying to their adherents God’s offer of grace and salvation and in expressing their positive response to God’s gracious gift of self. The Word and the Spirit — the “two hands” of God — through their universal action combine in endowing the religious life of individuals with truth and grace and in impressing “saving values” upon the religious traditions to which they belong.

A Trinitarian approach to the doctrine of Christ can help us see how two apparently contradictory affirmations can be combined: on the one hand, the event of Jesus Christ constitutes salvation for the whole of humanity; on the other, the

“paths” proposed by the other religious traditions have authentic saving value for their followers.

Within the one divine plan for humankind, salvation reaches people in the concrete circumstances of their life through three complementary and convergent aspects. First, there is the event of Jesus Christ, which has lasting actuality and universal efficacy, notwithstanding its historical particularity; secondly, there is the universal operative presence of the Word of God, whose action is not restricted by the human existence assumed by him in the mystery of the Incarnation; thirdly, there is the equally universal action of the Spirit of God, which is neither limited nor exhausted by its communication through the risen and glorified Christ.

One must, however, always remember that it is not the religious traditions that save people, but God himself through his Word and his Spirit. The diverse “paths” are conducive to salvation because they have been traced by God in his search for people and peoples; even though not all have the same meaning or represent the same depth of divine involvement, yet all converge in the one plan designed by God eternally. The hidden manifestation of the Word of God through the seers of other religions and through the traditions which have found their origin in them, the inspiring breath of the Spirit on their prophets and their message, as well as the historical coming of the Word made flesh in Jesus Christ and the outpouring of the Spirit through him at Pentecost to which the Christian community testifies: all combine in the overall ensemble of a unique divine plan.

If God has taken at every step of the history of salvation the initiative in coming to meet people and peoples, one can and must say that the religious traditions of the world are “paths” or “ways” of salvation for their followers. It is possible, then, to speak of a religious pluralism that does not just arise *de facto*, but is intended and willed by God in his eternal design for humankind. The principle of the plurality of religions finds its foundation in the superabundant richness and variety of the self-manifestations of God to humankind. A principled religious pluralism is based on the immensity of a God who is Love and communicates that love.

A “qualitative leap” is required in the Christian and Catholic theology of religions if we wish to develop a deeper theological appreciation of the religious traditions and entertain more open and fruitful relations with their followers. We must shun ways of “defending the faith” which turn out to have the opposite effect, because they make it appear restrictive and narrow. A broader outlook and a more positive attitude, provided they be theologically well founded, will help Christians themselves to discover to their own surprise in the Christian message a new breadth and a new depth.

Ref.: *The Tablet*, 20, 27 October and 3 November 2001.

*La Pandémie du sida.
Une Catastrophe si discrète.
Que pouvons-nous faire? Quelques suggestions.*

I- Les faits**Une catastrophe humaine**

En Afrique, d'après le rapport d'ONUSIDA de décembre 2000, on compte :

**25,5 millions de personnes vivant avec le VIH,
12,1 millions d'orphelins du sida,
3,8 millions de personnes infectées par le VIH en 2000,
2,4 millions de décès dus au sida en 2000.**

Si nous comparons ces chiffres aux 800 000 victimes des massacres au Rwanda, aux six millions de Juifs éliminés au cours de la Shoah, aux vingt millions de morts de la guerre mondiale 1939-1945, nous constatons que la pandémie du sida s'annonce comme le plus grand désastre ayant jamais frappé l'humanité. Un désastre très discret, dont on parle peu. Discret parce qu'indicible.

J'ai voulu avoir une vue plus précise de cette catastrophe. Tirés du rapport d'ONUSIDA, voici quelques faits qui m'ont frappé :

- **L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (de Nairobi au Cap)** abritent ensemble un trentième de la population mondiale et la moitié des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

- **En Afrique du Sud**, 40 % des décès entre 15 et 35 ans sont causés par le VIH et près de 50 % à **Dar es Salaam**. Un sur deux, selon les statistiques de la faculté de médecine de Dar es Salaam.

- **Au Lesotho**, pays montagneux à forte majorité catholique, le taux d'infection de la population adulte est de 28 %. La majorité des personnes atteintes sont des femmes de mineurs travaillant dans la République d'Afrique du Sud.

- **Au Botswana**, 34 % des jeunes femmes de 15 à 25 ans sont séropositives. 81 % des jeunes ayant eu 15 ans en 2000 mourront probablement avant d'atteindre l'âge de 30 ans. Dans ce pays, l'espérance de vie est descendue de 61 ans en 1980 à 47 ans en 1999 pour chuter à 38 ans en 2005, d'après les projections.

Un étranger visitant Johannesburg, Kampala ou Dar es Salaam ne voit rien d'anormal. Les malades se cachent. Le sida est une catastrophe très discrète. Ces faits m'ont bouleversé. Alors j'ai repris du service, concentrant mes efforts sur ceux qui vivent déjà avec le VIH mais l'ignorent, qui souvent ne veulent pas le savoir et le transmettent à leurs partenaires. C'est ce qu'on appelle la prévention secondaire, particulièrement difficile mais des plus urgentes en Afrique de l'Est et australe.

Qu'en est-il en Afrique de l'Ouest ?

J'ai effectué plusieurs missions dans cette région, pour ONUSIDA, l'agence coordonnant les efforts de l'ONU contre le sida. Le taux de séropositivité est faible : Niger 1,35 %, Sénégal 1,7 %, Ghana 3,60 %. Ces chiffres peuvent sembler rassurants. Pendant un séjour au Bénin, j'ai essayé de comprendre la situation locale. Apparemment elle est bonne avec 4,1 % seulement de porteurs de VIH. Cependant, si nous regardons les choses de plus près, nous constatons que s'il n'y avait que 0,9 % de futures mères vivant avec le VIH en 1989, il y en avait 2,5 % en 1995 et 4,1 % en 1999. Cela veut dire que l'épidémie double tous les trois ans, comme elle l'a fait en Afrique australe.

Un point particulièrement sombre : Abidjan, avec ses 16 % de porteurs de VIH. De nombreux migrants vont y chercher du travail, souvent pour gagner la dot de leur fiancée. À leur retour, ils lui donnent et la dot et le VIH. Par eux, ce virus atteint les villages les plus reculés du Sahel. La situation risque d'y devenir semblable à celle de l'Afrique de l'Est.

Il est peut-être encore temps de vaincre l'épidémie en Afrique de l'Ouest. J'ai un petit espoir, basé sur l'évolution de la situation en Ouganda. Dans ce pays, le nombre de jeunes femmes de 15 à 25 ans infectées est descendu de 18 % à 9 %. Explications données : le gouvernement a brisé le silence, parle ouvertement du sida, propose les trois moyens de prévention et a invité toutes les institutions concernées, en particulier les Églises, à intensifier et coordonner leurs efforts de lutte contre le sida.

Une catastrophe économique plus grave encore

Cette situation sanitaire alarmante engendre une catas-

trophe économique dont nous découvrons progressivement l'ampleur. Dans certaines zones rurales, les champs restent en friche faute de bras. Des usines ferment ou ne travaillent qu'au ralenti par suite du décès des cadres. Une raffinerie de sucre au Kenya a vu sa production diminuer de moitié par suite du décès d'un ingénieur chef de cuisson ayant reçu six ans de formation et irremplaçable avant des années. Les ingénieurs des mines de cuivre de Zambie qui disparaissent sont remplacés par des étrangers. Vingt membres du parlement et 1 300 enseignants sont morts dans ce pays. Cent sept écoles ont dû fermer en Afrique centrale par suite du décès des instituteurs. Les organismes internationaux, tels que l'UNESCO, hésitent à faire des plans de formation de longue durée dont les bénéficiaires mourront en cours de formation.

Dans les banques de Kinshasa, les chefs de service sont plus infectés que le personnel d'entretien. Le pourcentage de personnes séropositives ayant une éducation supérieure est le double de celui des personnes qui n'ont qu'une éducation primaire. Les personnes riches et les détenteurs de l'autorité forment un groupe à haut risque. Ils ont plus facilement accès à des partenaires sexuels multiples.

Nous nous trouvons en face d'une situation catastrophique, tant au point de vue sanitaire qu'économique. Je pense que seul un sursaut de toutes les forces vives du continent, agissant ensemble au coude à coude pourra ralentir la progression de l'épidémie. Dans une telle situation, les Églises, les groupes religieux, les Missionnaires d'Afrique peuvent jouer un rôle très important.

II- Nous, Missionnaires d'Afrique, que pouvons-nous faire ?

Je pense qu'une réponse globale est requise face à l'épidémie. Une telle réponse exige que notre action soit dirigée vers quatre groupes humains qui demandent une attention différente :

- 1- Les sidéens en fin de parcours (soutien médical, psychologique, social et économique).
- 2- Les survivants : orphelins, grands-parents, veuves, veufs (soutien psychologique, social et économique).
- 3- Les personnes vivant avec le VIH : prévention secondaire, c'est-à-dire efforts pour ne pas infecter les autres. (Ce qui requiert un soutien médical, psychologique et social).
- 4- Les personnes saines (prévention primaire).

L'action de chacun d'entre nous dépend de ses dons et inclinations, c'est évident. Mais le danger est que les Églises et nos communautés ne négligent certains secteurs de cette lutte. Je vais faire quelques suggestions basées sur ce que j'ai vécu et constaté autour de moi. Je ne mentionnerai que les points qui me semblent essentiels.

1) Les sidéens en fin de parcours

Les Églises ont une longue tradition d'aide aux malades, tradition qui les a instinctivement portées à l'aide des sidéens en fin de parcours. L'apparition des trithérapies sur le marché est venu donner un nouvel espoir à ces malades. L'action énergique de nombreuses Organisations Non Gouvernementales (ONG) a amené les entreprises pharmaceutiques à baisser leur prix de 90 %, de 50 000 à 5 000 FF par an environ pour certains pays pauvres, dans certaines conditions. Grâce à cette lutte, certains pays comme l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil ont maintenant le droit de produire ces molécules à bas prix

sans être poursuivis devant les tribunaux. Les autres pays pauvres peuvent-ils se fournir chez eux ? Ce n'est pas clair. L'action des ONG et celle des confrères vivant dans le Nord doit être poursuivie. Ces médicaments sont encore hors de portée pour la plupart des personnes vivant avec le VIH, mais leur existence leur donne l'espoir et les motive à se faire soigner en attendant d'y avoir accès. Cet espoir et cette attente exigent que les dispensaires soient approvisionnés en médicaments à bas prix

pour soigner les maladies opportunistes. Ce qui exige souvent une aide extérieure dont nous pouvons nous faire les avocats dans nos pays d'origine.

Les visites à domicile sont très importantes pour combattre le sentiment d'exclusion que sentent de nombreux malades. Tâche à la portée des communautés chrétiennes de base (CCB) et des confrères âgés vivant en Europe ou en Amérique.

2) Les survivants

Orphelins du sida : 12,1 millions. Un chiffre énorme ! Traditionnellement, les orphelins étaient recueillis par leur famille et élevés par leurs oncles ou leurs tantes. Mais souvent ceux-ci sont déjà décédés, suite au VIH. Les grands-parents doivent alors élever leurs petits-enfants, jusqu'à dix ou quinze, alors qu'ils comptaient sur eux pour avoir une vieillesse tranquille. Ils ont besoin d'une aide matérielle en nourriture, en vêtements et en espèces pour payer les frais de scolarité. Et si ces grands-parents meurent, qui élèvera ces orphelins ? Ce ne sont souvent que des adolescents faisant des études secondaires



res. Ils doivent les interrompre brusquement et vont rejoindre la foule des jeunes sans travail dont ils espéraient sortir. On parle peu de ces jeunes déstabilisés.

Les veuves sont souvent accusées de sorcellerie et d'avoir tué leur mari. Elles doivent prendre la fuite. Au début de la mission, les paroisses recueillaient ces veuves et les regroupaient dans un petit village près de l'église. Cette tradition renaît, par exemple en Ouganda. Les veuves urbaines qui vivent de leur salaire risquent d'être marginalisées, isolées tant sur leur lieu de travail que d'habitation. Elles ont besoin d'un soutien psychologique et social suivi.

3) Les personnes vivant avec le VIH (25 millions) et pouvant infecter les autres. La prévention secondaire

Les progrès de la chimiothérapie rendent possible la prévention secondaire. Face à une personne ayant un comportement à risque, ou présentant les premiers symptômes de la maladie, je me sens maintenant capable de lui proposer le test de dépistage. Auparavant je me heurtais à la réponse presque automatique : "Le test ? Pourquoi faire ? Il n'y a pas de médicament ! Si je sais que je vis avec le VIH, je vivrai dans la peur de la mort sans que l'on puisse me soigner. Je préfère ne pas le savoir". Maintenant, je peux dialoguer avec la personne concernée. Je peux aussi parler du test aux fiancés et aux jeunes adultes, par exemple dans la préparation à la confirmation. Cette tâche est urgente. Si les personnes vivant avec le VIH cessaient de le transmettre, l'épidémie s'arrêterait net.

Surtout, un traitement d'un jour de la mère séropositive et de son enfant à la névirapine au moment de la naissance peut faire baisser le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant à 8 %. Coût : environ 300 FF, soins compris. Les missionnaires vivant en Europe ou en Amérique peuvent sensibiliser l'opinion publique à ce besoin des centres de santé en médicaments peu coûteux. Par exemple avec une campagne du type 300 F pour un bébé. La nécessité de stériliser aiguilles et seringues est toujours aussi impérative.

4) Les personnes saines : comment ne pas être infecté par le VIH ? La prévention primaire

La prévention primaire, par les personnes non encore infectées, me semble très urgente. «Quand la salle de bain est inondée, le plus urgent est de fermer le robinet". De 1987 à 1990, je me suis surtout occupé de l'aide psychosociale aux malades. Maintenant, avec la Flottille de l'espoir, je concentre mes efforts sur la prévention. Elle doit commencer très tôt. Dans certains pays, comme le Botswana, de nombreux jeunes de moins de 15 ans sont déjà porteurs du VIH. M. Pinto, président de la Commission parlementaire de lutte contre le sida en Ouganda, parle de la Fenêtre de l'espoir, le groupe des 5 à 15 ans, sur lesquels nos efforts devraient porter avant qu'il ne soit trop tard.

Cette prévention est compliquée pour nous par un conflit autour du préservatif. Certains évêques interdisent l'emploi de celui-ci même par les personnes mariées vivant avec le VIH. D'autres insistent sur le Tu ne tueras pas et conseillent

son emploi dans certaines circonstances. Les conséquences de ce conflit sont dramatiques. Je connais des infirmiers de dispensaires catholiques qui n'informent pas leurs malades de leur séropositivité, car, disent-ils, nous ne pouvons pas leur conseiller le préservatif et nous ne pensons pas qu'ils peuvent pratiquer l'abstinence quotidienne jusqu'à la mort, quand ils vivent dans une seule chambre avec leur femme et leurs enfants. Dans certains pays, les Églises n'ont pas de programme de prévention qui accepte les questions que posent les jeunes et leur donne une réponse qui peut être mise en pratique par tous. Les groupes Jeunesse vivante / Youth alive qui préconisent l'abstinence avant et en dehors du mariage atteignent plusieurs milliers de jeunes en Tanzanie et donnent une formation globale pour la vie. C'est exemplaire. Mais des centaines de milliers, des millions d'autres jeunes ne veulent pas faire partie de ces groupes et ne reçoivent aucune formation au contrôle de soi. Pourquoi cette opposition dans certains milieux, y compris chez les Missionnaires d'Afrique ?

Elle s'explique d'abord par une réaction énergique des évêques à certains programmes gouvernementaux donnant une information inexacte. Ces programmes ne parlent que du préservatif avec des slogans du genre, «Le sida, il est facile de l'éviter avec Prudence (une marque de préservatif) "ou "La prévention, un simple geste". L'expérience montre que ceci est faux. L'emploi de ce moyen artificiel requiert réflexion, décision, achat, conservation, arrêt de la rencontre des corps, reprise de celle-ci, nouvel arrêt maîtrisé, enlever, jeter. Ces opérations multiples requièrent un degré de contrôle de soi qui n'est pas possédé par tous, surtout après ingestion d'alcool. De nombreuses Conférences épiscopales ont protesté contre ces campagnes dans les écoles, comme incitant au dévergondage et donnant une fausse confiance.

D'autre part, l'organisme des Nations Unies chargé des problèmes de population a lancé depuis plusieurs années, dans de nombreux pays, des campagnes pour la diminution de la population, en particulier par l'emploi du préservatif. Celui-ci est ainsi identifié aux attaques contre la famille africaine et chrétienne. Les évêques de ces pays trouvent inadmissible que l'on parle du préservatif pour bloquer la route au VIH car cela affaiblirait, disent-ils, leur condamnation de son emploi pour le contrôle des naissances.

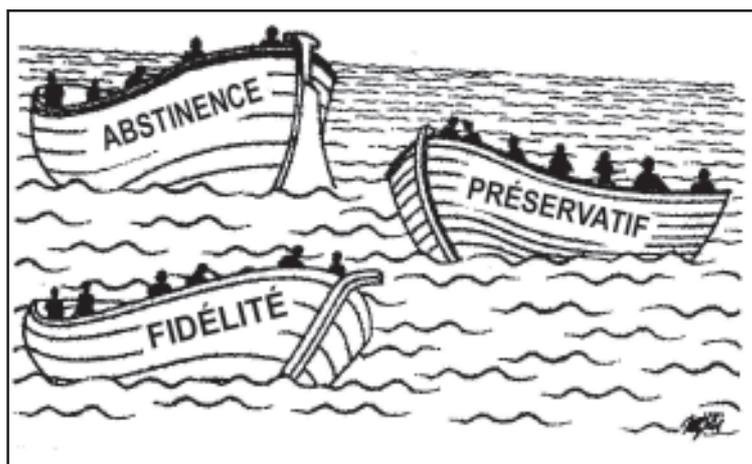
J'ai décrit certaines causes sociales et culturelles du conflit. À un degré plus profond, il y a un conflit de théologie morale. Certains évêques se basent sur l'enseignement donné par Paul VI dans son encyclique *Humanae Vitae*, en 1968, interdisant l'emploi de moyens artificiels, de la pilule au préservatif, pour la contraception. Il insistait sur la valeur de la vie et sa transmission.

Paul VI écrivait en 1968. Un événement est intervenu depuis, en 1981, l'apparition du sida et en 1983, la découverte du VIH. Nous savons que ce dernier cohabite inséparablement avec les spermatozoïdes et qu'une rencontre sexuelle dans ces circonstances peut transmettre et la mort et la vie. Si un porteur de virus tente de barrer le passage au VIH avec un préservatif, il empêche en même temps la transmission de la vie. Il

ya double effet. Un étudiant de première année de théologie sait très bien qu'en cas de double effet nous devons rechercher le moindre mal.

Transmettre un virus mortel semble infiniment plus grave qu'empêcher un spermatozoïde d'atteindre un oeuf par un moyen défendu par une encyclique. Le Tu ne tueras pas est incontournable. Demandez à des groupes de fidèles de se poser la question : "En cette matière où est le moindre mal ?" Je n'ai jamais vu un groupe hésiter dans sa réponse. Elle est toujours semblable à celle du cardinal Lustiger qui déclarait à la télévision le 1^{er} décembre 1988 : "Vous qui êtes atteints de cette maladie, vous qui ne pouvez vivre ainsi de cette chasteté, prenez les moyens que l'on vous propose par respect pour vous-même et pour autrui. Vous ne devez pas donner la mort". La plupart des chrétiens savent apprécier l'importance d'un tel commandement de Dieu. Faisons confiance à la voix de leur conscience.

Dans cette perspective du moindre mal, les discussions sur l'efficacité du préservatif, si vives dans certains groupes, me semblent dépassées, car même si le préservatif ne protégeait qu'à 20 ou 30 % seulement, ce qui n'est pas le cas (les plus pessimistes parlent de 40 %), il serait encore un moindre mal. Nous avons tous appris cela en théologie. Comment se fait-il que certains responsables religieux l'aient oublié ? D'où peut venir ce blocage des mémoires ?



J'ai passé beaucoup de temps, trop de temps, peut-être à discuter de la question du préservatif à cause de ses conséquences : elle bloque radicalement toute discussion ouverte sur la prévention du sida dans les communautés, les écoles, les radios et les télévisions chrétiennes. Les statistiques établies en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya montrent que le pourcentage des chrétiens vivant avec le sida est plus grand que celui des autres religions. Certains médecins appellent le sida une maladie chrétienne. C'est un drame qui ne peut laisser un chrétien insensible.

L'expérience m'a montré qu'une fois expliqués les trois moyens de prévention et données les réponses à toutes les questions du groupe sur le préservatif, alors il est possible de parler de vie, de projet de vie, d'espoir, d'amour, de fidélité, de contrôle de soi, de l'importance de l'abstinence, de parler aussi de la chasteté chrétienne, de fidélité dans l'amour. C'est possible, je l'ai vécu avec les jeunes chômeurs de plusieurs grandes villes.

III-) Suggestions pastorales pour temps de sida

J'ai parlé de la Fenêtre de l'espoir de M. Pinto, M.P., pour qui la prévention doit commencer dès cinq ou sept ans. Oui, je suis convaincu qu'elle doit commencer très tôt. Elle ne se réduit pas à une éducation sexuelle au moment de l'adolescence mais devrait être une formation de toute la personnalité pendant toute la vie. Elle est partie intégrante de la nouvelle évangélisation telle que la décrit M. Pivot : "Les Églises ne sont pas présentes au monde pour s'en faire les juges, mais pour repérer les énergies disponibles dans ces sociétés afin de les raviver, de leur donner force" (Un nouveau souffle pour la mission, Éditions de l'Atelier, Paris, 2000). Je vais juste énumérer quelques orientations qui me semblent fondamentales.

1) Conviction que Dieu ne veut pas la mort du pécheur

Les campagnes pour la prévention du sida semblent avoir peu d'effet, sauf en Ouganda. Je pense que cet échec est dû à la conviction profonde que la mort et la maladie viennent de Dieu ou de la sorcellerie. J'ai souvent entendu dire : "La prévention ? Pour quoi faire ? Si Dieu veut que je meure, je mourrai !" Les professionnels de la santé se sentent désarmés devant cette conviction culturelle qui se transmet de génération en génération.

Mais nous, nous pouvons, nous devons prêcher la Bonne Nouvelle : Dieu est amour, le Dieu de Jésus Christ est le Dieu de la vie. Dieu ne veut pas la mort du pécheur. Aider les croyants à être convaincus qu'ils peuvent lutter contre la maladie, repousser la venue de la mort est une tâche très difficile. Leur en donner les moyens aussi, par l'accès aux soins de santé et aux médicaments. Prêcher le Dieu de Vie devrait être une dimension de toute la catéchèse, depuis le plus jeune âge.

2) Formation à la liberté en Jésus Christ

Le VIH n'est pas transmis par un vecteur extérieur tel que le moustique pour le paludisme. Il est transmis par des rapports humains physiques, profonds et intimes, qui viennent de la libre décision d'au moins un des partenaires. Je suis convaincu que la prévention du sida est avant tout une formation de la liberté en Jésus Christ qui nous fait nous sentir responsables des conséquences de nos actions. Si les chrétiens sont plus touchés que les autres dans certains pays, cela veut

dire que leur formation à la liberté n'est pas suffisante pour leur permettre de faire face à l'épidémie. Formation chrétienne fondamentale qui doit commencer dès le jeune âge. Ensuite, plus tard mais pas trop tard, viendra la formation à un comportement sexuel responsable.

3) Formation à l'amour

Amour, cela veut dire que nous voulons le bonheur de l'autre. Savoir que l'action la plus contraire à l'amour du prochain est de lui donner la mort. Apprendre à ne pas se demander seulement : "Est-ce permis ou pas ?" Mais aussi : "Où est le plus grand amour ?" Cette question aide à découvrir où est le moindre mal. Quand je parle à certains groupes, prêche dans certaines églises, je sais que 20 à 30 % de mes auditeurs vivent avec le VIH et sont capables d'homicide involontaire. Que leur dire ? Quelle Bonne Nouvelle pour eux ?

4) Lutte contre la sorcellerie

La croyance la plus répandue, me semble-t-il, est que le sida est dû à des actes de sorcellerie. Les personnes accusées de tels actes sont expulsées ou même mises à mort en commençant par les veuves. Comment lutter contre cette conviction mortifère ? Un médecin peut bien expliquer que la maladie est due à un virus. La question surgit : "Qui a envoyé ce virus sur mon frère, mon fils, ma fille et pas sur les autres ?" Une vraie question. Que répondre ? Après tout, l'Église en Europe avec l'Inquisition a combattu pendant des siècles non pas la croyance en l'existence de la sorcellerie, mais son utilisation maléfique par les sorciers.

Saint Paul nous enseigne que la puissance du Christ est supérieure à celle des pouvoirs, des dominations, de tous les êtres visibles et invisibles. Comment développer une catéchèse qui va donner une explication à la maladie, aux accidents, aux malheurs, à la mort ? Une pastorale qui va vraiment diminuer la peur du sorcier et finalement la faire disparaître.

Conclusion

Faire face au sida réclame une approche pastorale globale imprégnant la catéchèse, les sacrements, la préparation à la confirmation et au mariage, les enterrements, toute notre acti-

tivité pastorale. J'exagère direz-vous ! Pour le Sénégal sans doute, pas pour les banlieues des grandes villes d'Afrique de l'Est, ni pour les camps de mineurs de Johannesburg.

Cela ne se fera pas du haut de la chaire, les croyants sont fatigués d'entendre parler du sida et se ferment les oreilles quand on en parle. Mais un sursaut est peut-être possible au sein des petites communautés de base. Leurs membres peuvent s'aider à prendre conscience de la situation vécue dans leur quartier, avec les départs, les deuils répétés et discuter de l'importance du test dans leur communauté. Elles peuvent donner un soutien psychologique et social à leurs membres infectés, rendre visite aux malades, discuter aussi de l'information et de la formation de leurs enfants, se conscientisant les uns les autres.



Un individu seul a peu ou pas de chances de survivre. Ces petites communautés pourront former des petits îlots qui survivront, ces îlots pourront former un archipel avec tous ceux qui luttent et peut-être devenir un continent. Le sixième, qui émergera là où les autres auront été engloutis. Je suis prêt à lutter à temps et à contretemps pour cet objectif modeste mais réalisable, je pense.

Note sur la Flottille de l'espoir, une parabole sur le sida

Le sida est comme une inondation. Les eaux montent, montent, montent et beaucoup de personnes se noient. Les autres voient qu'elles seront rattrapées par les eaux et perdent courage. Elles ont oublié que l'on échappe à une inonda-

tion en montant en bateau. Il y a trois bateaux pour échapper au sida : abstinence, fidélité et préservatif. Les consignes sont simples : ne restez pas dans l'eau, montez en bateau, le bateau de votre choix, si vous n'êtes pas bien sur un bateau, ne retournez pas à l'eau, changez de bateau.

Note Bibliographique : Bernard Joinet est Missionnaire d'Afrique. Docteur en théologie et en psychologie, il enseigne la psychologie clinique à la Faculté de Médecine de Dar es Salaam, Tanzanie. Président de la commission nationale de soutien psychologique aux personnes vivant avec le VIH de 1992 à 1996. Auteur de *Survivre face au sida en Afrique*, Paris, Karthala, 1996.

Réf. : Texte de l'auteur. *Published for the first time in Petit Écho* n. 925, 2001/9.

BERNARD EAST, O.P. — DIRECTEUR EXÉCUTIF DE SEDOS

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

J'aimerais aujourd'hui vous présenter un certain *status questionis* de Sedos, tel que je le perçois après un an au poste de directeur exécutif de l'organisme. L'exposé que je vous fais cet après-midi est un résumé de celui que je présentais aux membres de l'exécutif à notre réunion spéciale, tenue les 14 et 15 octobre dernier à Piccola Capri.

Ma perception de mon rôle et du travail réalisé

Durant cette première année de prise en charge de ma fonction, je me suis consacré avant tout à assurer la gestion courante et à mieux comprendre ce qu'est Sedos et ce que je pouvais et devais faire. Un nouvel emploi, ce n'est jamais facile. Il faut, d'une certaine façon, vraiment s'y investir à fond et parfois y mettre les bouchées doubles. C'est ce que j'ai fait, avec enthousiasme.

J'ai investi surtout dans le travail sur place, d'autant plus que nous avons eu d'énormes problèmes de virus informatique, ce qui, soit dit en passant, nous a coûté assez cher. Il ne faut pas oublier qu'une partie de notre équipement informatique avait un âge plus que respectable. J'ai régulièrement tenu au courant de ce problème les membres de l'exécutif. Nous avons été obligés de remplacer plusieurs appareils. Déjà le père Walter von Holzen m'avait averti qu'une partie de notre équipement devenait dangereusement désuet. Par contre, il s'agit de dépenses rentables à long terme. Par exemple, si notre scanner fonctionne bien, la secrétaire passe beaucoup moins de temps à corriger les textes qu'elle a scannés.

Une grande partie de nos coûts sont des dépenses salariales. Je veille à réduire les coûts au maximum, ou tout au moins à voir à ce qu'ils n'augmentent pas de façon incontrôlée. Mais nous devons être justes et il est important aussi d'avoir un personnel fiable et compétent. Dans l'ensemble, je suis très satisfait du travail accompli par nos employées actuelles. Il n'en demeure pas moins que je sens qu'elles sont un peu à la limite de leurs possibilités et capacités, compte tenu de ce que je leur demande. La charge de travail est lourde et il y a une pression qui, à la longue, est difficile à soutenir. J'en suis conscient. Si des membres de Sedos pouvaient, de temps en temps, donner bénévolement quelques heures à Sedos, cela serait très apprécié. (Par exemple, faire du classement de revues, aider lorsque nous devons préparer l'expédition du *Sedos Bulletin*.) De plus, il me semble que les membres auraient ainsi davantage le sentiment que Sedos c'est d'abord et avant tout leur affaire.¹

Les membres de l'exécutif ont été tenus au courant des problèmes que nous avons eu avec certains membres de notre personnel. Tout cela prend énormément de temps, et ce n'est pas terminé. La situation exigeait que je sois sur place. Depuis le 4 octobre dernier, une de nos secrétaires, M^{lle} Ilaria Iadeluca, est en congé pour raison de santé. Comme nous avons peu de personnel, l'absence d'une des employées perturbe considérablement le travail.

Depuis septembre, nous avons deux nouvelles employées à temps partiel : la femme de ménage, M^{me} Mioara Darius, qui est excellente, et Federica Pupilli, une étudiante à l'université qui travaille à la classification des revues et à l'entrée des mots-clés dans le système. Je suis très satisfait des deux. La femme de ménage est une Roumaine, ses papiers sont en règle et nous l'avons inscrite à l'INPS. Le contrat de travail a été signé le 11 octobre dernier. Quant à Federica, elle est pour ainsi dire en stage, et je ne l'ai pas encore inscrite à l'INPS. J'attends de voir ce que nous lui demanderons et ce que nous permettra notre prochain budget.

Donc j'ai investi sur place et, par conséquent, je n'ai pu participer, comme mes prédécesseurs, à des rencontres internationales, sauf celle de Memphis en octobre. Ces rencontres internationales sont importantes pour se tenir au courant, comprendre ce qui se passe dans le monde missionnaire ici et là, sentir quelles sont les nouvelles tendances porteuses d'espoir, etc. J'ai aussi décidé, en accord avec l'exécutif, qu'il serait utile d'entrer en communication et de collaborer avec d'autres organismes à Rome. Je participe à un certain nombre de ces rencontres. À la suggestion des participants au séminaire d'Ariccia en mai dernier, j'ai pris contact avec le nouveau préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, le cardinal Crescenzo Sepe. Je pense que nous sommes ou allons dans la bonne direction à cet égard. Mais cela implique, entre autres choses, que nous soyons clairs entre nous sur ce que nous

voulons poursuivre et faire de Sedos. À mon sens, le meilleur service que peut rendre Sedos à ses membres est d'avoir une vision claire et relativement précise de ce qu'il est ou doit être. L'exécutif s'est penché sur ce point à deux de ses réunions et nous poursuivons cette réflexion.

Chacun de nous arrive avec son bagage personnel. Pour ma part, je suis dominicain (ancien conseiller général et ancien prier local), et j'imagine que cela déteint sur ma façon d'exercer mon rôle de directeur exécutif. Je crois beaucoup à la concertation dans la prise des décisions. Je veux vraiment que l'exécutif ait un rôle de premier plan au cœur de Sedos. L'assemblée générale annuelle est certes importante, mais elle est —vous en conviendrez— quelque peu formelle et, de plus, ne se tient qu'une fois par année. Il me semble, par conséquent, que nous devons valoriser au maximum le rôle et le travail de l'exécutif. Par ailleurs, je ne suis pas sans savoir que les membres de l'exécutif, en raison de leur travail international au sein de leurs congrégations respectives, se trouvent souvent à l'extérieur de Rome. Nous composons avec ces contraintes pour fixer les dates qui conviennent à la majorité. L'an dernier nous avons eu des réunions tous les mois et quelques fois plus, selon les besoins. Je profite de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour remercier les membres de l'exécutif de leur généreuse collaboration. J'aimerais remercier en particulier trois membres sortants de cet exécutif : le père Carlos Pape, SVD, qui est retourné au Chili, et le père Micéal O'Neill, O.Carm., qui est rentré en Irlande. Il faut également rendre des hommages particuliers à sœur Bernardine Mullaveetil, RNDM, présidente de Sedos dont le mandat se termine. Au nom de tous les membres de Sedos, je tiens à les remercier chaleureusement.

La correspondance prend beaucoup de mon temps. Il y a souvent des demandes d'information, notamment sur des articles que nous avons publiés. Des représentants de différents groupes demandent de rencontrer le directeur de Sedos, pour mieux connaître ce que nous sommes, pour avoir de l'aide sur tel ou tel point. J'ai apporté aide et participation aux groupes de travail. Un certain élagage a été fait dans les classeurs et les dossiers, mais il en reste encore à faire. Nous avons entrepris un ménage au sous-sol de Sedos.

Sedos comporte trois grands volets : (1) un centre de documentation ; (2) un centre de publication ; (3) un centre de recherche.

Sedos, centre de documentation

J'exposerai d'abord la vocation de centre de documentation de Sedos. Nous avons à Sedos une collection modeste d'ouvrages portant principalement sur les questions de missiologie et autres qui revêtent un intérêt particulier pour les membres de Sedos (répertoriés et classifiés par sections : Asie, Amérique latine, Europe et Amérique du Nord, Afrique, missiologie, développement, œcuménisme, écriture sainte, théologie de la libération, justice et paix, dialogue, théologie et spiritualité).

Nous recevons près de 400 revues. Le problème que je constate est que notre centre de documentation n'est vraiment pas utilisé. Peu de personnes viennent consulter ce que nous avons. Le père Walter von Holzen avait signalé ce phénomène de la sous-utilisation de notre centre de documentation, depuis trois ou quatre ans.

Et pourtant nous avons une incroyable richesse à Sedos. Un professeur africain, en année sabbatique à Paris, est venu passer plus d'une semaine ici. Tous les jours il était présent, pour poursuivre ses recherches. Il me disait que nous avions ici bien des revues qu'il ne trouvait pas à l'*Institut Catholique*, à Paris.

Il faudrait peut-être prendre le temps de nous interroger sur le pourquoi de cette situation. Entre-temps, pour tenter de remédier à la situation, j'ai décidé de préparer un numéro spécial du *Sedos Bulletin*, celui de septembre dernier (vol. 33, n° 9). La préparation de ce numéro a exigé un temps considérable. Ce faisant, nous en avons profité pour mettre de l'ordre dans le classement de nos revues, où il y avait un incroyable fouillis. Naturellement, les gens ont accès à tout et il arrive que les choses se perdent ou s'égarer. Soit dit en passant, nous faisons tout notre possible pour protéger notre patrimoine, mais nous n'avons pas le personnel nécessaire pour exercer une surveillance sérieuse et —disons-le bien simplement— il n'y a habituellement personne à surveiller.

L'effort que nous avons mis dans la préparation et la publication du numéro spécial (vol. 33, n° 9) du *Sedos Bulletin* faisant état de la liste de nos revues se voulait une réponse à cette préoccupation que nous avons quant à la sous-utilisation des ressources mises à la disposition de nos membres. Nous espérons que cet effort contribuera à faire connaître ce que nous avons en main et qu'il se traduira par une fréquentation plus grande du centre.

Il faut continuer, j'imagine, la gestion du catalogue et l'entrée des mots-clés. Cela prend beaucoup de temps, mais donne, en fin de compte, un très bon outil de travail. Je rappelle que le catalogue n'a pas été imprimé depuis deux ans. Nous y travaillons et serons en mesure de le faire sous peu. Nous avons acheté un nouveau logiciel pour faciliter et améliorer ce travail.

Sedos, centre de publication

Chaque numéro du *Sedos Bulletin* nous coûte en moyenne 1 684 000 £ pour l'impression et 2 000 000 £ en frais de poste, et ceux-ci augmentent sans cesse. Cela sans compter le travail du personnel de Sedos, que ce soit celui de son directeur, de la secrétaire à la rédaction, de la responsable des abonnements, des correctrices d'épreuves et des responsables de l'expédition.

La publication de notre bulletin nous procure l'avantage de recevoir, à titre gracieux, environ 170 revues en échange, ce qui est appréciable.

Depuis janvier dernier, j'avais pour politique de publier sur notre site Web tous les articles publiés dans le *Sedos Bulletin*. J'attendais quelques semaines avant de les rendre disponibles sur le Web. Est-ce une bonne chose ? N'y a-t-il pas le risque que les gens se désabonnent ? Trois ou quatre l'ont déjà fait en nous disant, bien simplement, que désormais le seul site Web leur suffisait. Notre premier but, celui que nous poursuivons, n'est pas de faire de l'argent. C'est bien d'offrir gracieusement ce que nous pouvons au service de la mission de l'Église et de l'évangélisation. Mais il nous faut aussi être réaliste : l'argent est le nerf de la guerre, comme on dit. Cette question ou plutôt la réponse à cette question appartenait à l'exécutif. Notre site Web est très fréquenté. Il suffit de voir les messages que nous recevons lorsqu'il n'est pas disponible, ne serait-ce que pendant quelques heures, en raison d'une panne de notre serveur. Il y a des membres qui le consultent, et aussi des non-membres. Un certain nombre d'universitaires s'en servent, des frères et sœurs des autres Églises, voire des non-chrétiens. Nous nous sommes demandés si nous devions faire payer les utilisateurs de notre site Web. L'exécutif a décidé d'en maintenir la gratuité. Nous y voyons une forme d'apostolat et de mission. Par ailleurs, nous ne rendrons pas tous les articles publiés dans le *Sedos Bulletin* disponibles sur le Web et ceux qui le seront éventuellement ne le seront qu'un certain temps après la publication imprimée.

Nous avons fait également la mise à jour de nos listes d'abonnés. Cela a exigé du temps, l'envoi de lettres d'avertissement, etc. Au prix où nous revient chacun de nos envois postaux, il importe d'être vigilant. Il faut préciser qu'il y avait beaucoup d'erreurs dans notre propre système, la plupart desquelles s'y étaient glissées durant le congé de maternité de la secrétaire responsable de ce dossier et son remplacement. Nous poursuivons l'effort afin de vérifier si nous recevons effectivement tous les échanges de revues auxquels nous avons droit.

J'ai convoqué en juin dernier une réunion restreinte (Éric Manhaeghe, CICM, notre trésorier, Margarita Lofthouse, responsable des abonnements, et moi-même) pour examiner la situation, principalement les questions du prix de l'abonnement, le montant de la cotisation des membres, etc. L'exécutif a décidé que le prix d'abonnement au *Sedos Bulletin* serait de 25 Euro ou 25 \$US pour l'Europe et de 40 Euro ou 40 \$US pour le reste du monde. Le montant de la cotisation annuelle des congrégations membres de Sedos pour 2002 sera déterminé dans quelques instants lors de l'approbation du budget pour l'année 2001. Tout cela sera expliqué et précisé plus tard lorsque Éric Manhaeghe présentera ses études pour le prochain budget.

Participation des membres

Il me semble que Sedos doit être un lieu où ses membres viennent, travaillent, collaborent. Si, par exemple, nous décidons d'investir plus au plan de notre site Web, ne serait-il pas indiqué que quelques membres constituent des équipes de lecteurs pour recenser les textes qui paraissent dans diverses revues, les évaluer et faire des suggestions au directeur quant à leur publication sur le site Web ? Il est assez difficile pour le seul directeur de tout voir et de tout lire ce qui se publie en anglais, en espagnol, en italien et en français. J'essaie, autant que possible, d'être à l'affût de ce qui pourrait intéresser et aider nos membres, mais avoir un peu plus de collaboration, de suggestions, me serait vraiment utile.

À mes yeux, Sedos doit être un lieu de participation active de ses membres. Il ne s'agit pas seulement, ni même principalement, d'organiser des activités pour les membres, lesquels seraient surtout dans une attitude passive, mais aussi de faire en sorte qu'ils accroissent leur participation. Que Sedos devienne (ou redeviennent) un centre encore plus actif où les membres peuvent venir travailler en collaboration avec les autres. Il me semble que, d'abord et avant tout, la grande richesse de Sedos, ce doit être ses membres et leur désir de faire des choses ensemble.

Je pense, et c'est aussi l'avis de l'exécutif, que le site Web de Sedos devrait prendre plus d'importance. Cela dit, il ne faudrait pas pour autant, selon moi, abandonner ou réduire la publication du *Sedos Bulletin*. Il est très utile, nécessaire même parfois, d'avoir un texte entre les mains. Il ne faut pas non plus oublier que plusieurs de nos missionnaires n'ont pas la possibilité de consulter facilement notre site Web et que c'est non seulement aussi —mais surtout— pour eux que nous travaillons. De plus, j'imagine qu'il y a une limite au nombre d'articles que nous pourrions maintenir en permanence sur notre site, sans oublier les risques de problèmes techniques qui peuvent survenir. Je pense en particulier à la disparition, durant quelques jours en février dernier, je crois, de tous les articles en langue anglaise. Nous avons vraiment craint de les avoir définitivement perdus. Vous n'êtes pas sans savoir qu'installer ou réinstaller un seul article sur le site Web est assez long, donc coûteux. Ensuite, je crois que les gens aiment encore pourvoir tenir une revue dans leurs mains. Et n'oublions pas, comme je le mentionnais plus haut, que cette publication nous permet d'obtenir un grand nombre de revues en échange. Toute cette question est à vérifier et à évaluer constamment.

Politique éditoriale

Dans la ligne tracée par mon prédécesseur, le père Walter von Holzen, SVD, j'ai retenu certains critères pour établir ce que je publiais ou ne publiais pas dans le *Sedos Bulletin*. Il y a tout d'abord des contraintes d'ordre matériel : le nombre de pages (32) et le nombre de numéros (11 par année). Les membres de l'exécutif ont eu en main le titre ainsi que le sommaire de tous les articles publiés depuis janvier 2001. En principe, j'essaie de publier 2/3 des articles en anglais et 1/3 en français. Je cherche à avoir des articles qui concernent directement la mission, la théologie de la mission, le développement social et politique, l'œcuménisme, la situation de la femme, des articles qui sont plutôt d'ordre doctrinal (théologiques et exégétiques), des témoignages, des articles plus substantiels, d'autres plus faciles à comprendre, des articles relatifs aux situations africaines, asiatiques et latino-américaines, ainsi que des articles sur les activités des groupes de travail. Je décide de publier ou non tel ou tel article, mais jamais je ne le juge ou le qualifie dans mon éditorial. Si je le publie, c'est que j'estime qu'il fait avancer la réflexion, mais cela ne signifie pas que je sois en accord avec tout ce qui est dit. L'auteur demeure responsable de son texte.

Je tente d'obtenir des articles directement des auteurs ; d'autres sont des reproductions d'articles publiés dans d'autres revues. Je cherche aussi à privilégier l'apport des gens natifs des différents pays dits "pays de mission". Je publie aussi, systématiquement, le texte des conférenciers que nous recevons, pour peu que ceux-ci aient un texte écrit et acceptent de le donner pour publication.

L'important pour moi, en matière de politique éditoriale, est d'avoir l'assentiment des membres de l'exécutif. Je ne demande pas qu'ils soient tous et toujours parfaitement en accord sur chacun des choix que je fais, mais que, sur l'ensemble, nous ayons une position commune quant à notre politique éditoriale.

La question des langues

Peut-être aurais-je dû intituler ce paragraphe "le problème des langues". Plusieurs d'entre vous savent que je suis québécois, donc une personne *a priori* très sensible à cette question.

J'avais compris que, traditionnellement, Sedos fonctionnait pour ainsi dire uniquement en anglais. Cela répondait aux attentes d'une certaine majorité de nos membres, mais déplaisait à d'autres. Cela a pu également expliquer, en partie, notre recrutement et la participation ou la non-participation de certaines personnes à nos activités. Plusieurs se sont plaints, dans l'évaluation écrite de notre dernière rencontre d'Ariceia, de ce que l'anglais était omniprésent à cet événement rencontre et qu'il y avait fort peu de place pour les autres, disons, "grandes langues internationales". Certaines autres personnes nous ont écrit et fait des critiques similaires durant l'année qui vient de s'écouler. D'autres souhaiteraient qu'il n'y ait pas que l'anglais et le français dans le *Sedos Bulletin*. Il y a notamment

une certaine demande pour des articles en espagnol.

Je suis conscient, bien conscient je crois, du problème. Déjà on m'a dit que le fait de mettre, depuis quelques années, du français dans le *Sedos Bulletin* était une amélioration. Nous poursuivrons. Par ailleurs, j'essaie de recourir aux traductions simultanées au besoin et même à en augmenter la fréquence. À Ariccia, par exemple, j'ai fait en sorte que l'italien soit aussi une langue utilisée.

Je ferai, avec l'accord de l'exécutif, un effort spécial pour inviter plus de conférenciers s'exprimant dans des langues autres que l'anglais. Si l'an dernier toutes nos conférences ont été données en anglais, aujourd'hui, il est bon de le signaler, la première était en italien et la seconde en français. *Amigos, amigas del idioma español, no olvidari su idioma. No tienen miedo.* Il y a quelques mois, j'ai ajouté une section à notre site Web pour les articles en italien.

En cette époque de mondialisation, plusieurs craignent la prédominance, voire l'imposition, d'un certain moule culturel. Le problème est effectivement là. Je crois aussi nécessaire de souligner et de ne pas perdre de vue que pour plusieurs des membres actifs de Sedos, qui utilisent l'anglais comme langue de travail et de communication, il s'agit souvent de leur langue seconde, voire d'une troisième langue.² Nous sommes sensibles à ce problème. Néanmoins, il n'y a personne, je crois, qui suggérera que nous adoptions le latin comme unique langue pour notre fonctionnement.

Sedos, centre de recherche

Sedos se définit comme centre de recherche. Cette dimension a certainement été un point fort de Sedos dans le passé et l'est encore aujourd'hui. Il faudra certainement être attentif aux moyens à prendre pour maintenir et renforcer cet aspect particulier et essentiel de Sedos. Nous avons eu cette année le séminaire d'Ariccia, qui a été une expérience très forte et qui a donné lieu à la publication d'un numéro spécial sur *Ariccia 2001* (vol. 33, n^{os} 7-8, juillet-août 2001).

Depuis un an, nous avons eu sept conférences publiques : Joan Chittister, OSB, avec *Heart of Flesh : A Feminist Spirituality for Women and Men* ; Timothy Radcliffe, o.p., avec *Missions to a Runaway World : Future Citizens of the Kingdom* ; Mark Attard, O.Carm., avec *Medical Ethics : Who is Controlling our Future?* ; Peter J. Henriot, S.J., avec *Democracy, Development, Debt and Disease in a Globalising Africa. What is Our Future?* ; M^{gr} John Onaiyekan, avec *Muslims and Christians in Nigeria : The Imperatives of Dialogue*. Ce matin, nous avons entendu le cardinal Crescenzo Sepe, préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, avec *La pertinenza della missione "Ad Gentes" all'inizio di questo nuovo millennio e nell'epoca del dialogo interreligioso*, et Yves Bériault, o.p., avec *Évangélisation et Internet*.

L'un des aspects traditionnels et des plus intéressants des conférences de Sedos est la large part qui est faite aux échanges et à la discussion entre les conférenciers et l'auditoire. Je crois que cette formule est à maintenir.

Les groupes de travail sur la Chine (sous la direction de James Peruzzi, O.F.M.) et sur la Dette (dirigé par Michael Seagle, SVD, puis Cathy Aratha, SSND) ont été très actifs. Dans cette mouvance, un nouveau groupe de travail "Qui est Jésus?", sous la direction de Pieter M. Bouman, est en préparation. Ludger Feldkaemper, SVD, a accepté de diriger un groupe sur "La Bible et la Mission". Quelques personnes, membres de Sedos, travaillent actuellement avec l'exécutif pour préparer notre prochain séminaire d'Ariccia, qui se tiendra du 14 au 18 mai 2002. Vous avez reçu ce matin une description des différents groupes de travail actuellement en activité à Sedos. Vous êtes invités à proposer de nouveaux objectifs pour les groupes de travail, lesquels peuvent également être des groupes de travail à court terme.

Le lancement du *Sedos CD 2000* me paraît avoir été une bonne initiative. Pour ceux de nos membres qui se le sont procuré et s'en servent, il constitue un bon instrument de travail.

Quelques points particuliers

Le colloque sur la mission dans le troisième millénaire tenu en avril 2000 a été important pour Sedos. Les différentes conférences données à cette occasion ont été éditées par Robert Schreiter et publiées cet automne chez Orbis Books. Vous trouverez dans ce recueil : de Sung-Hae Kim, S.C., *An East Asian Understanding of Mission and the*

Future of The Christian Presence, de Michael Amaladoss, S.J., *Identity and Harmony. Challenges to Mission in South Asia*; de Mercy Amba Oduyoye, *Three Cardinal Issues of Mission in Africa*; de Peter Hünemann, *Evangelization of Europe?*; de María Carmelita De Freitas, F.I., *The Mission of Religious Men and Women in Latin America Today. A liberating Mission in a Neoliberal World*; et de Robert Schreiter, C.P.P.S, *Globalization and Reconciliation. Challenge to Mission*. Nous sommes très reconnaissants au père Schreiter pour son excellent travail d'édition. On peut se procurer cet ouvrage à Sedos.

Je tiens à remercier publiquement la communauté de la *Société du Verbe Divin* (SVD), qui loge les bureaux de Sedos pour une somme qui demeure symbolique.

D'année en année, il y a un important roulement parmi le personnel du monde religieux romain ; peut-être faudrait-il que les anciens transmettent à leurs successeurs leur intérêt pour Sedos. L'un ou l'autre est venu me présenter celui ou celle qui devait lui succéder, mais c'est là l'exception. Apprenons à passer le flambeau !

L'exécutif a passé de nombreuses heures et plusieurs rencontres à faire l'*aggiornamento* de nos *Statuts*. Cela était nécessaire, il fallait nous mettre en règle avec l'État italien. C'était une tâche lourde, c'est fait et c'est une bonne chose de faite.

Nous avons décidé de rajeunir la présentation de Sedos qui figure sur notre site Web et sur les formulaires d'inscription des membres de Sedos. Je suis actuellement en contact avec M. Stefano Cacace, notre webmestre, pour travailler à l'amélioration de notre site.

En terminant, je me permets de faire remarquer que, lorsque j'envoie un *Sedos/Link*, j'ai souvent l'impression que le texte ne va pas plus loin que le bureau de celui qui le reçoit. Dans certaines congrégations, l'information circule, mais ce n'est pas nécessairement le cas dans toutes.

Voilà les points les plus importants que je souhaitais soumettre à l'attention des membres de Sedos réunis en assemblée annuelle. Les congrégations membres de Sedos sont invitées à me communiquer, éventuellement, leurs réactions à ce rapport.

Je vous remercie de votre attention.

Bernard East, o.p., Directeur exécutif de Sedos
Le 4 décembre 2001

¹ À trois reprises dans le *Sedos/Link*, j'ai fait appel aux membres pour faire la traduction de nos *Statuts* en diverses langues et je n'ai reçu qu'une réponse positive, celle de Micéal O'Neill, O.Carm., qui a fait la traduction anglaise de nos *Statuts*.

² À la réunion de l'exécutif à Piccola Capri, en octobre dernier, nous avons travaillé en anglais, parce que cette langue était commune à l'ensemble du groupe, mais il est à noter qu'elle n'était la langue maternelle d'aucun des participants.

SUBJECT AND AUTHOR INDEX

SUBJECT INDEX

AFRICA

- *Church* “Que signifie, pour l’Église en Afrique, être garant de l’espérance?”, 121;
- *Debt* “Cancellation of the African Debt Will Not Change Anything”, 35;
“G8 Meeting in Genoa, Italy, 22-24 July 2001”, 127;
“Towards Genoa: Continuing the Campaign for Debt Cancellation”, 131;
- *Globalisation* “Democracy, Development, Debt and Disease in a Globalising Africa: What Is Our Future?”, 247;
“Les Chrétiens d’Afrique dans la Tourmente de la Mondialisation”, 311;
- *NGOs* “Promotion of Human Rights and Democracy in Africa: The Role of Non-Governmental Organizations”, 262;
- *Nigeria* “Muslims and Christians in Nigeria. The Imperative of Dialogue”, 279;
- *Peace* “Accords de paix à tout prix et au profit de qui?”, 42;
- *Zambia* “A Hindu View of the Declaration of Zambia as a Christian Nation”, 118;

AIDS

- “Church as Servant, Teacher and Prophet in Today’s HIV/AIDS Crisis”, 26;
- “Christianity and other religions: from confrontation to encounter”, 320;
- “La Pandémie di Sida. Une Catastrophe si discrète. Que pouvons-nous faire? Quelques suggestions:”, 326;

AMERICA — Latin

- *Chiapas* “Réflexion sur le chiapas et l’Amérique Latine. Présentation du directeur de ‘Volcans’ au colloque national sur le Mexique, à l’Assemblée Nationale le 15 Janvier 2001”, 48;
- *Evangelization* “Après 500 ans, demander pardon?”, 166;
- *Guatemala* “La terre, un problème à résoudre”, 94;

ASIA

- *Evangelization* “Asian Churches for a New Evangelization: Changes and Challenges”, 178;
- *India* “Clin d’Oeil sur l’Inde 2000”, 59;
- *Indonesia* “Religious Freedom in Indonesia: Situation and Prospects”, 171;
- *Korea* “Les catholiques coréens sont encouragés à faire de leur Église une ‘Église qui donne’”, 95;
- *Minorities* “Je cherche ta face, Seigneur”, 252;
- *Pakistan* “Le Président du Pakistan appelle les Chrétiens et les Musulmans à s’unir dans une lutte contre le matérialisme”, 62;
“Catechesis in the Context of Pakistan”, 89;
- *The Philippines* “Le rôle des évêques philippins dans la transformation de la société”, 141;
- *Religions* “Asian Reflection on Violence”, 115;

CHURCH

- *Dialogue* “Church’s Dialogue with Cultures and Religions”, 106;
- *FABC* “FABC’s ‘Responce’ to Dominus Iesus”, 297;
- *Message* “Chrétiens et Hindous, un exemple d’harmonie et de paix”, 93;
- *Renewal* “Renouveler l’Église”, 63;
- *Roman Curia* Declaration “Dominus Iesus”, (Congregation for the Doctrine of the Faith), 55;

DEBT

- *Africa* “Cancellation of the African Debt Will Not Change Anything”, 35;
- *G8/SEDOS* “G8 Meeting in Genoa, Italy, 22-24 July 2001”, 127;
- “Towards Genoa: Continuing the Campaign for Debt Cancellation”, 131;f

DIALOGUE

- “The Contribution of the Interfaith Dialogue Towards a Culture of Peace”, 52;
- “Church’s Dialogue with Cultures and Religions”, 106;
- “Dialogue avec les religions traditionnelles et l’Islam en Afrique noire”, 174;
- “Pour une théologie de la différence. Identité, altérité, dialogue”, 286;

FAR EAST

- *China* “Gender Preference in Culture and Tradition”, 136;

ISLAM

- “Le fondamentalisme islamique”, 16;

MISSION

- “Mission to a Runaway World: Future Citizens of the Kingdom — SEDOS 2000”, 3;
- “La prétention du christianisme à l’universel: Implications missiologiques”, 67;
- “Theology of Mission After Vatican II”, 99;
- “Dès l’origine de la mission chrétienne: Le courage de tout reprendre à neuf”, 104;
- “Trends in Third World Theologies — Missiological Perspective”, 147;
- “Activité et coopération missionnaires”, 155;
- “Ministry: Missionary and/or Pastoral”, 163;
- “Les Enfants de la rue”, 188;
- “Défis actuels à la mission ‘ad gentes’”, 270;
- “Proclamation of the Reign of God as Mission of the Church: What for, to Whom, by Whom, with Whom, and How?”, 300;

OCEANIA

- *Melanesia* “How Do We Identify Malanesiam Christians?”, 77;

PERIODICALS

- List of publications that can be consulted at SEDOS Documentation Centre, 215;

SEDOS

- Annual Report, 331;
- *Seminar* “What is Our Vision of a Missionary Church for the 21st Century?”, 195;
- “Church as Structure”, 196;
- “Church as People”, 205;
- “Lectio Divina”, 209;

SPIRITUALITY

- “Heart of Flesh: a Feminist Spirituality for Women and Men”, 10;
- “Christologie féministe asiatique”, 22;

THEOLOGY

- “Christianity and other religions: from confrontation to encounter”, 320;

AUTHOR INDEX

	Page		Page
ARINZE, Card. Francis	93	MAGNIS-SUSENO, Franz, SJ	171
BARTH, Maurice	48	MAHEU, Betty Ann, MM	136
<i>CARITAS COREANA</i>	95	MANIRAKIZA, Zénon	42
CHIA, Edmund, FSC	297	McCABE, Michael, SMA	284
CHITTISTER, Joan, OSB	10	MENAMPARAMPIL, Thomas, Archbishop	252
COLZANI, Gianni	99	MENCHÚ, Rigoberta	94
CONTRAN, P. Neno, MCCJ	188	METOGO, Éloi Messi, o.p.	174
CORNU, Camille	59; 62	MULACKAL, Shalini, PBVM	22
DENIS, Margaret	195	NIELSEN, Jørgen S.	52
de VERTEUIL, Michel, CSSp	209	NTAKARUTIMANA, Emmanuel	311
DJEREKE, Jean-Claude, SJ	121	OBORJI, Francis Anekwe	147
DUPUIS, Jacques, SJ	320	ONAIYEKAN, John, Archbishop	279
EAST, Bernard, o.p.	331	PARAPPALLY, Jacob	106
EMMANUEL, S.J.	178	PAROI, Henry	77
ESPOSITO, John L.	16	PHAN, Peter C.	300
FORTE, Bruno, Msgr.	55	RADCLIFFE, Timothy, OP	3
MÉNDEZ GARCÍA, Porfirio	166	SCHLECK, Msgr	155
GEFFRÉ, Claude, o.p.	67; 286	SCHREITER, Robert J.	270
GOURGUES, Michel, o.p.	104	SEDOS DEBT GROUP	127
GURUSWAMY, P. Robert	115	SEIGEL, Michael T., SVD	131
HENRIOT, Peter J., SJ	247	SESHAMANI, Venkatesh	118
HILLMAN, Eugene, CSSp	163	TARIMO, Aquiline, SJ	35; 262
JOINET, Bernard, M.Afr.	326	Van PAYS, Jean-Marie, SJ	63
KELLY, Michael J., SJ	26	Various authors	196
LEGASPI, Leonardo, Msgr., o.p.	141	WALRAET, Pierre P., OSC	200
LOBO, Anthony, A. Msgr.	89		

Coming Events ---



To all our members and readers we wish a very blessed
Christmas.

May the Year 2002 be a time when the reality of peace
may more truly dwell among us and in our world

Working Groups

Friday, 21 December **Debt Group** 15:30 hrs at **SEDOS**
Wednesday, 16 January **China Group** 15:00 hrs at **SEDOS**